Rapport d'activité

2024

AVEYRON
LE DÉPARTEMENT

Édito

Fidèle à notre engagement auprès des Aveyronnais, ce rapport d'activité 2024, témoigne concrètement du travail accompli pour notre département. Avec les élus de la majorité départementale, nous avons poursuivi avec constance la mise en oeuvre du projet départemental 2021-2028. Il constitue notre feuille de route, avec un objectif clair. Améliorer la vie des Aveyronnais sur l'ensemble du territoire.

En 2024, les 12 défis qui le structurent ont guidé notre action. Ils se traduisent par des avancées significatives dans tous les domaines. En matière d'éducation, plus de 6 000 ordinateurs ont été distribués dans les collèges publics dans le cadre du dispositif « Mon Collège 12.0 », et plus d'un million de repas ont été servis en valorisant les produits locaux, grâce au programme « L'Aveyron dans l'assiette ». Sur les routes, 30 millions d'euros ont été investis pour moderniser les infrastructures, entretenir 300 km de chaussées et renforcer la sécurité sur les grands axes.
La transition écologique s'est incarnée dans des projets concrets comme la livraison de la station d'épuration de La Cavalerie, équipée d'un système de réutilisation des eaux traitées, ou encore le lancement du Plan Vélo et de nouveaux itinéraires de randonnée balisés. Dans le champ des solidarités, près de 900 jeunes ont été accompagnés par la protection de l'enfance, tandis que 6 151 personnes âgées ont bénéficié de l'APA à domicile, dans un contexte de structuration continue de l'offre inclusive.

Dans cette même logique de cohésion et d'équilibre territorial, nous avons poursuivi notre soutien direct aux communes et intercommunalités. En 2024, 166 opérations ont été accompagnées dans le cadre du Fonds de soutien aux territoires, pour un montant total de 8 millions d'euros de subventions. Ces projets ont généré près de 59 millions d'euros d'investissement, dans des domaines aussi essentiels que les équipements sportifs, les crèches, la santé, la petite enfance ou la requalification des centres-bourgs. Aux côtés des élus locaux, nous avons soutenu l'attractivité et la vitalité de chaque bassin de vie.
Parallèlement, nous avons continué à faire rayonner l'Aveyron. La campagne « Et si vous étiez là ? » a généré plus de 30 millions d'impressions en ligne, et le site du Viaduc de Millau a accueilli plus de 400 000 visiteurs. L'Assemblée pour l'Aveyron, instance citoyenne unique en son genre, a formulé 155 propositions depuis sa création pour éclairer les décisions publiques, et a clôturé sa première mandature à l'orée de son renouvellement en 2025.
Sur le terrain, nos services sont restés pleinement mobilisés. Le SDIS a réalisé près de 16 000 interventions en 2024, poursuivant la modernisation de ses équipements et contribuant à la sécurité des Aveyronnais, y compris au-delà de nos frontières départementales, avec la participation de sapeurs-pompiers aux Jeux Olympiques de Paris.
Ces résultats sont d'abord le fruit de l'engagement exemplaire des agents du Département, dont je salue le professionnalisme. Ils sont aussi le reflet du travail quotidien des conseillers départementaux dans chaque canton. À tous, je veux adresser mes remerciements les plus sincères.
Dans un contexte incertain, nous avons fait le choix de la clarté, de l'action et de l'enthousiasme. Ce rapport en est l'expression. Ensemble, nous continuerons à faire avancer l'Aveyron, avec ambition, avec coeur.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Arnaud Viala
Président du Département de l'Aveyron

Sommaire

Le Département p.4

L'équipe de pilotage et d'animation p.6

Les 46 élus du Département p.8

12 défis pour faire vibrer l'Aveyron p.10

Défi n°1 #Labels/Image/Partenariats p.12

Défi n°2 #Agriculture, aménagement du territoire p.20

Défi n°3 #Eau/Transition écologique p.30

Défi n°4 #Culture/Patrimoine/Occitan p.34

Défi n°5 #Jeunesse/Éducation/Immobilier départemental p.48

Défi n°6
#Solidarité
p.56

Défi n°7
#Mobilités
p.70

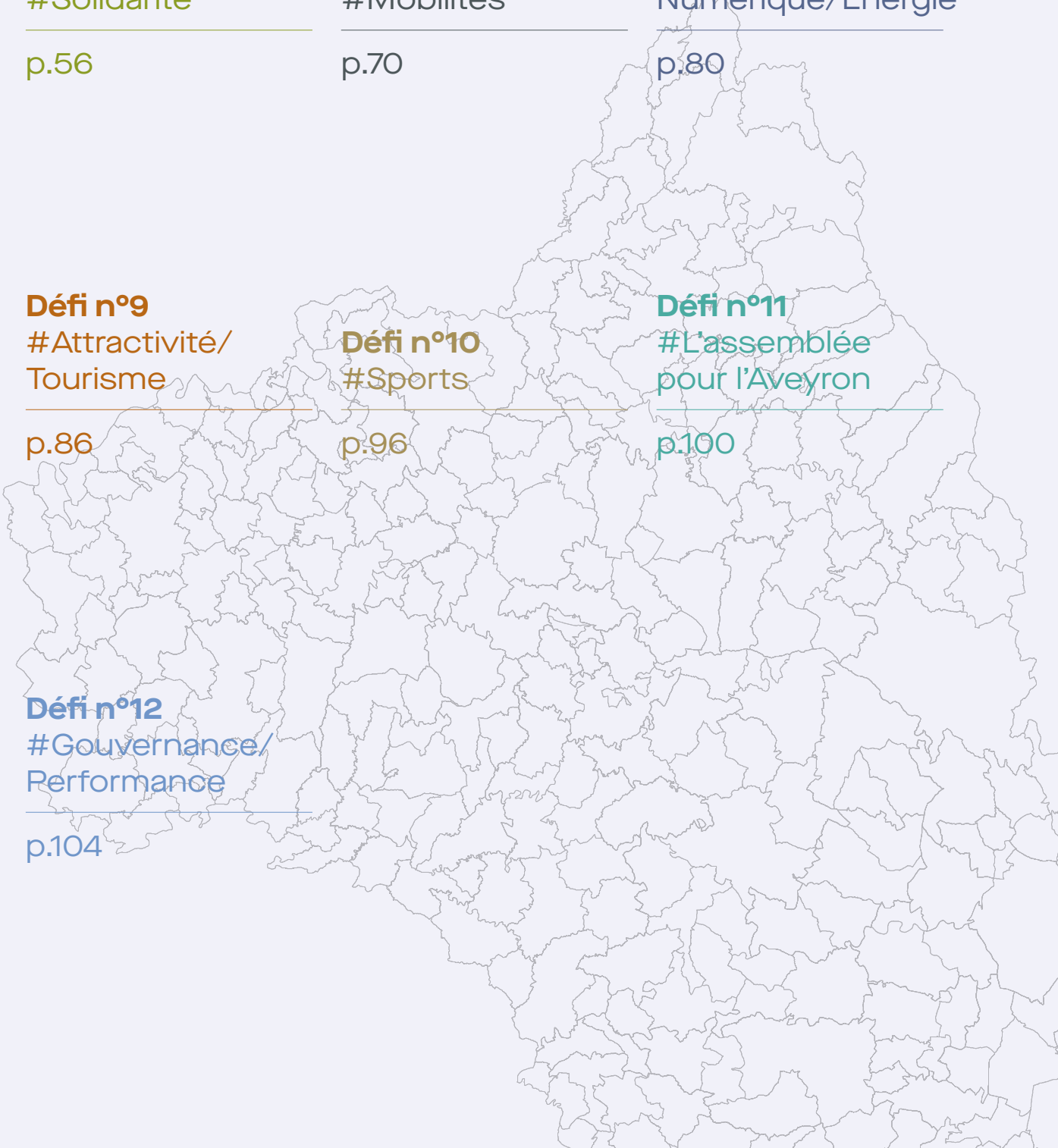
Défi n°8
#Innovation/
Numérique/Énergie
p.80

Défi n°9
#Attractivité/
Tourisme
p.86

Défi n°10
#Sports
p.96

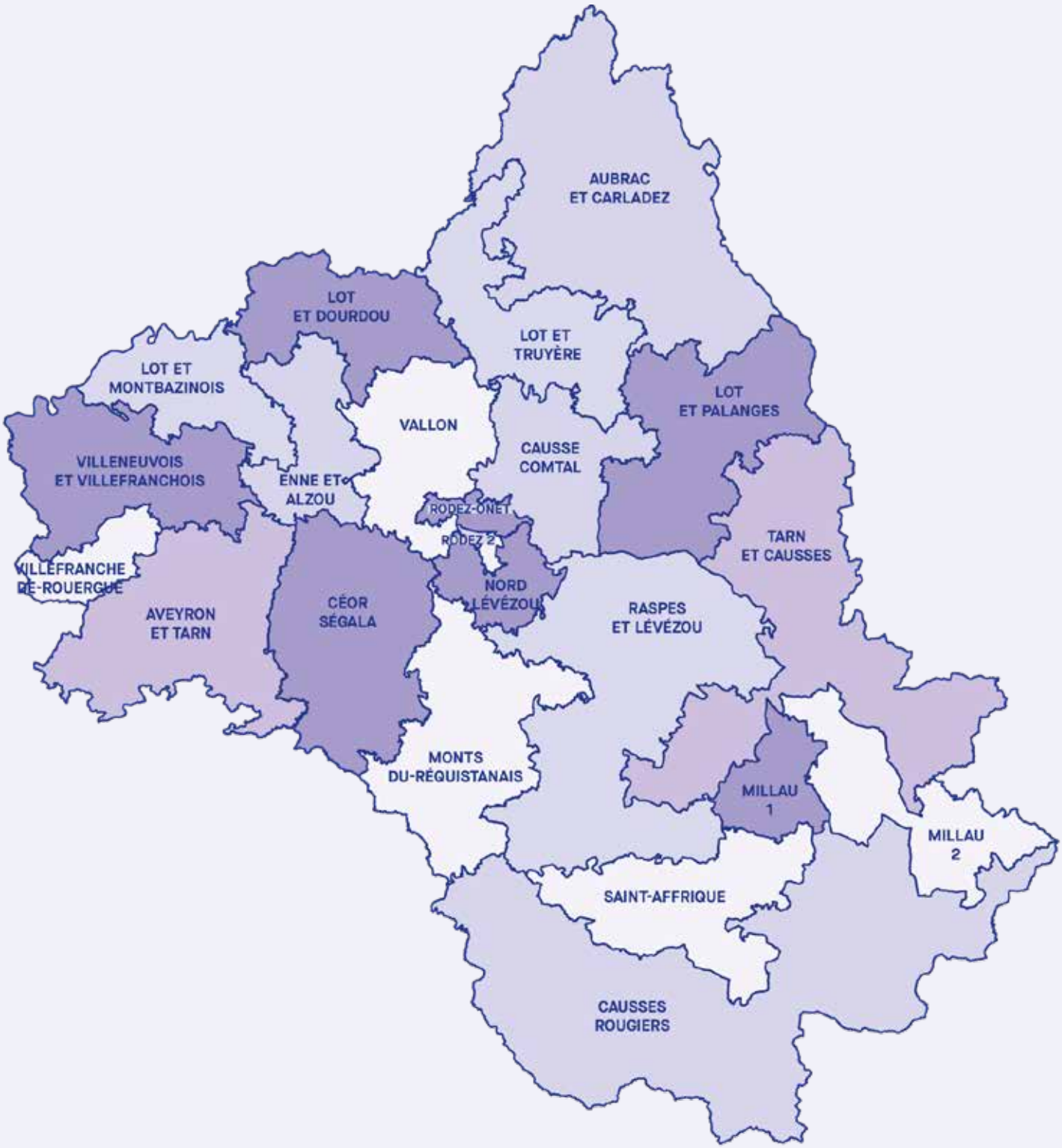
Défi n°11
#L'assemblée
pour l'Aveyron
p.100

Défi n°12
#Gouvernance/
Performance
p.104



Le Département

- **Collèges**
- **Musées**
- **Aveyron Services #solidarités** (ancienne MSD)
- **Centre d'exploitations**
- **Aveyron Services #mobilités** (ancienne AMI)
- **Administration**
- **Espaces verts**


AUBRAC
ET CARLADEZ
LOT
ET DOURDOU
LOT ET
TRUYÈRE
LOT ET
MONTBAZINOIS
LOT
ET PALANGES
VALLON
CAUSSE
COMTAL
VILLENEUVOIS
ET VILLEFRANCHOIS
ENNE ET
ALZOU
RODEZ-ONET
RODEZ 2
TARN
ET CAUSSES
VILLEFRANCHE
DE-ROUERGUE
NORD
LÉVÉZOU
CÉOR
SÉGALA
RASPES
ET LÉVÉZOU
AVEYRON
ET TARN
MONTS
DU-RÉQUISTANAIS
MILLAU
1
MILLAU
2
SAINT-AFFRIQUE
CAUSSES
ROUGIERS

Les cantons

L'équipe de pilotage et d'animation

Arnaud Viala
Président

Les Vice-Présidents

Jean-Philippe Abinal
Président commission ressources humaines

Annie Cazard
Présidente commission enfance & famille

André At
Président commission routes & mobilités

Christine Presne
Présidente commission culture

Magali Bessaou
Présidente commission jeunesse, éducation & immobilier départemental

Christophe Laborie
Président commission développement durable et amélioration du cadre de vie

Christian Naudan
Président commission agriculture et aménagement du territoire

Jean-Philippe Sadoul
Président commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieillesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

Gisèle Rigal
Présidente commission vieillesse & handicap

Émilie Saules-Le Bars
Présidente commission appels d'offres

Les Présidents délégués
des agences départementales

Jean-Luc Calmelly
Président délégué en charge de l'attractivité et du tourisme

Sébastien David
Président délégué en charge de l'innovation, du numérique et de l'énergie

Jean-Pierre Masbou
Président délégué en charge du sport

Les 46 élus du Département en 2024

Aubrac et Carladez

Annie Cazard
Prés. commission enfance et famille

Vincent Alazard

Aveyron et Tarn

Brigitte Mazars

André At
Prés. commission routes et mobilités

Causse-Comtal

Magali Bessaou
Prés. commission jeunesse, collèges et immobilier départemental

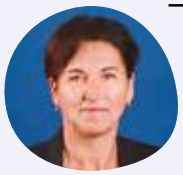
Jean-Luc Calmelly
Prés. délégué en charge de l'attractivité et du tourisme

Lot et Dourdou

Michèle Buessinger

Christian Tieulié

Lot et Montbazinois



Cathy Mouly

Bertrand Cavalerie

Lot et Palanges

Christine Presne
Prés. commission culture

Christian Naudan
Prés. commission agriculture et aménagement du territoire

Monts du Réquistanais

Nathalie Puel

Michel Causse

Nord-Lévézou

Dominique Gombert

Jean-Philippe Sadoul
Prés. commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieillesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

Raspes et Lévézou

Nadine Fraysse

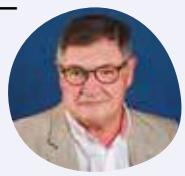
Arnaud Viala
Président

Saint-Affrique

Emilie Gral

Sébastien David
Prés. délégué en charge de l'innovation, du numérique et de l'énergie

Tarn et Causses



Kateline Durand

Edmond Gros

Vallon

Nathalie Dugast

Sylvain Couffignal

Causse-Rougier

Monique Aliès

Christophe Laborie
Prés. commission développement durable et amélioration du cadre de vie

Céor-Ségala

Virginie Firmin

Jacques Barbezange

Enne et Alzou

Graziella Pierini

Hélian Cabrolier

Lot et Truyère

Francine Lafon

Jean-Claude Anglars

Millau-1

Hélène Riviere

Claude Assier

Millau-2

Anne Pailhas

Jean-François Galliard

Rodez-1

Sarah Vidal

Arnaud Combet
Prés. commission des finances

Rodez-2

Émilie Saules - Le Bars
Prés. commission appels d'offres

Serge Julien

Rodez-Onet

Valérie Abadie-Roques

Jean-Philippe Abinal
Prés. commission ressources humaines

Villefranche-de-Rouergue

Stéphanie Bayol

Eric Cantournet

Villeneuvois et Villefranchois

Gisèle Rigal
Prés. commission vieillesse et handicap

Jean-Pierre Masbou
Prés. délégué en charge du sport

Prés. : Présidente, Président.

L'AveyrOn se bouge !

12 défis pour faire vibrer l'Aveyron : une feuille de route pour servir le territoire et les Aveyronnais

La **feuille de route,** c'est le **projet départemental** voté le 10 décembre 2021 par l'Assemblée départementale. Il comprend **douze défis** qui caractérisent l'ambition collective qui va guider les choix des élus et **servir de base à l'action** des services jusqu'en 2028.

Trois ambitions fondamentales

C'est avec ces messages vissés au cœur que l'équipe d'élus du Département s'est attelée dès le 1er juillet 2021 à la tâche passionnante d'écriture de ce projet pour les sept années à venir. Trois préoccupations fondamentales ont guidé les élus pas à pas :

- **Porter un projet qui s'adresse à chaque Aveyronnais,** dans tous les stades et les aspects de son existence ;
- **Concevoir des politiques et porter des actions qui aient du sens ;** nous savons devoir à nos concitoyens de la cohérence, de la rigueur et de la clarté dans nos choix ;
- **Innover, dans tous les aspects de nos stratégies,** afin de hisser notre Département vers le haut, de le faire briller, et aussi pour que notre institution, le Département, soit toujours tournée vers la modernité.

Des lignes de force qui donnent le cap

- **Le dynamisme, la détermination, la jeunesse**
- **L'attractivité, l'innovation, les forces vives du territoire**
- **L'environnement et le développement :** pour viser l'équilibre
- **L'accompagnement des plus faibles et le soutien aux territoires**
- **La participation citoyenne**

C'est ensemble que nous atteindrons ces objectifs ; c'est pour vous que nous mettrons tout en œuvre pour y parvenir, avec le Projet Départemental, déployé en 12 défis pour que, plus que jamais, l'Aveyron se bouge.

Défi 1 #Labels/Image/Partenariats

Défi 2 #Agriculture/Aménagement du territoire

Défi 3 #Eau/Transition écologique

Défi 4 #Culture/Patrimoine/Occitan

Défi 5 #Jeunesse/Éducation/Immobilier départemental

Défi 6 #Solidarités

Défi 7 #Mobilités

Défi 8 #Innovation/Numérique/Énergie

Défi 9 #Attractivité/Tourisme

Défi 10 #Sports

Défi 11 #L'Assemblée pour l'Aveyron

Défi 12 #Gouvernance/Performance

FABRIQUÉ EN AVEYRON
Bruno RASCALOU
MASTER

Défi n°1
#Labels/Image /Partenariats

Les labels dont l'Aveyron bénéficie, l'image que dessinent les différents volets de sa communication et les partenariats entre le Département et les différents acteurs de son développement et de son rayonnement sont autant d'indispensables leviers de la mise en œuvre des politiques publiques du Département et de la réalisation des projets portés par les territoires, les entreprises et les associations.

La direction de la communication au service des projets du Département pour les aveyronnais

2024 > stratégie de communication par défi. 2025 > déploiement Aveyron Services.

La direction de la communication s'emploie à faire connaître les évènements, appels à projets, dispositifs du département... pour informer au mieux les usagers.

État des lieux

Communication de projets

Exemple de projets :

- Création de supports pour une enquête auprès des usagers des aires de co-voiturage,
- promotion d'un nouvel évènement « Festi'Quilles »,
- campagne de communication contre les incivilités routières envers les agents du Département,
- information sur la mise en place d'un nouveau métier « ISCG » à destination des victimes de violences...

Communication institutionnelle

- Suivi et mise en œuvre de **partenariats culturels et sportifs** (mise à disposition de matériels et supports de communication banderoles, kakémonos... et d'objets publicitaires),
- **soutien technique et logistique** (participation sur divers salons),
- réalisation des numéros du **magazine de l'Aveyron**,
- **promotion du projet départemental** sur les différents canaux de diffusion du Département (web, réseaux sociaux, abribus),

Communication interne

- **Organisation de l'accueil des nouveaux agents** (processus, livret, accueil physique),
- Participation à l'**organisation des vœux** du Département et des **visites très très privées**.

Chiffres clés

- **Gestion de plus de 300 partenariats** avec des associations culturelles, sportives du territoire.
- **Plus de 1800 publications sur les réseaux sociaux du Département** (Facebook, X, Instagram et Linkedln)
- **550 bons de commandes** effectués par l'imprimerie.
- **47 vidéos réalisées** pour promouvoir l'action et les projets du Département.

Moyens

- Nos canaux de diffusion physiques : **100 abribus, 156 000 exemplaires par édition du magazine de l'Aveyron.**
- Une capacité de production interne de supports imprimés :
  1 imprimante numérique (RICOH 7200 S), 2 machines offset, 1 massicot (photo), 1 plieuse, 1 relieuse.

- Matériel de captation vidéo et photo :
  1 drone, 1 appareil photo Canon, 1 appareil photo Nikon, 1 appareil photo Panasonic, 1 Camera Blackmagic Design Pocket 6kg2..

Perspectives

- Déploiement d'une stratégie de communication en adéquation avec les actions définies pour répondre aux défis du projet départemental.
- Mise en cohérence graphique des supports pour une meilleure compréhension des usagers et une meilleure reconnaissance de l'émetteur Département.
- Réalisation du cahier des charges de la refonte du site web aveyron.fr

Contrat de Projets Aveyron Territoires (CPAT)

2024 > 21 CPAT à date.
2025 > 9 à conclure.

Il s'agit avec ces CPAT d'accompagner les territoires dans leurs projets de territoire.

Signature du CPAT de Gramond.

État des lieux

Les Contrats signés sont consultables sur aveyron.fr :
- Aubrac Carladez Viadène,
- Bertholène,
- Calmont,
- Cransac-les-Thermes,
- Decazeville,
- Decazeville Communauté,
- Des Causses à l'Aubrac,
- Espalion,
- Gramond,
- Laissac Severac,
- Luc-La-Primaube,
- Lévézou et Raspes du Tarn,
- Millau Grands Causses,
- Onet-le-Château,
- Pays Rignacois,
- Pays Ségali,
- Sévérac d'Aveyron,
- St-Affricain,
- St-Affrique,
  St-Geniez d'Olt et d'Aubrac,
- Villecomtal.

Chiffres clés

5 nouveaux CPAT signés en 2024, se rajoutant à la liste des 16 contrats déjà conclus :

- 02/05 : Espalion
- 21 /05 : Cransac-les-Thermes
- 17/07 : Decazeville
- 28/08 : Séverac d'Aveyron
- 13/11 : Gramond

Perspectives

Proposition d'un bilan et d'une évaluation de cette contractualisation innovante.

Aveyron Ingénierie : au service des territoires aveyronnais

2024 > 681 missions d'ingénierie.
2025 > mise en œuvre de la nouvelle offre de services renforcée.

Aveyron Ingénierie met son expertise à disposition des projets de développement territorial des collectivités adhérentes.

État des lieux

L'offre de services a été enrichie pour un accompagnement renforcé :
- jusqu'à la réception des travaux et à la fin de la période de garantie de parfait achèvement,
- au plus près des besoins,
- avec de nouvelles missions innovantes > Conseil en organisation, démarches participatives, accompagnement en maîtrise d'usage (AMU),
- grâce à un nouvel outil de suivi de financement des projets.

Compétence assainissement : un appui stratégique
- Travail d'appui mené sur le transfert de la compétence assainissement, en lien avec les communautés de communes,
- mobilisation des expertises internes pour anticiper les évolutions réglementaires et accompagner la structuration des services.

Exemple de projet structurant
- Les travaux du centre aquatique Lévézou-Pareloup.

Chiffres clés

Missions d'ingénierie
- **329 collectivités adhérentes**
- **64 missions en phase réalisation du projet** (vs. 53 en 2023).

Urbanisme – ADS (Autorisations du Droit des Sols)
- **158 collectivités adhérentes** (7 nouvelles en 2024)

Moyens

- Recettes Autorisations du Droit des Sols estimées : 750 000 € VS Charges de personnel ADS : 699 844 €.
  > 1ère année où les recettes couvrent intégralement les charges.
- Logiciel commande publique (ORDIGES) :
  - 2 licences acquises en 2024,
  - extension à 7 en 2025 dont 5 pour le PDT.

Florentin-la-Capelle,
reconversion salle des fêtes.

Perspectives

- Accueil du réseau des juristes des ATD en juin 2025.
- Restitution de la nouvelle offre de services
- Un nouveau site internet
- Restitution des groupes de travail sur l'innovation publique (réhabilitation durable du village vacances) et l'aménagement du territoire ou sur la prise en compte de la valeur des paysages.

Projet du centre aquatique
Lévézou-Pareloup

Le label : Fabriqué en Aveyron

2024 > 628 entreprises labellisées.
2025 > participation au Made in France.

Créée en 2010, la marque « Fabriqué en Aveyron » vise à promouvoir les produits aveyronnais :

- en encadrant les droits d'usage et en intégrant des critères de développement durable ;
- **en animant la marque en Aveyron** pour fidéliser les consommateurs aveyronnais et hors du territoire pour en faire un véritable levier de développement de la notoriété Aveyron.

État des lieux

- **6ème Salon du « Fabriqué en Aveyron » :** fin septembre au Monastère – 70 exposants et partenaires – 5 000 visiteurs – des animations durant les 2,5 jours de salon avec la présence d'Yves Jego, ancien ministre et fondateur du label Made in France lors de l'inauguration. 93 % des exposants jugent opportun de reconduire l'opération en 2025.
- **Jeu interactif en ligne du Fabriqué En Aveyron**
  570 visites uniques, 1 054 vues et 47 lots mis en jeu.
- **Campagne estivale sur les réseaux sociaux**
  pour mettre en avant les produits locaux auprès des vacanciers et les inciter à acheter local.

Chiffres clés

- **53 nouvelle entreprises labellisées** fin 2024
- **166 dossiers examinés** lors de 5 comités d'agrément. Une attention particulière dans la gestion des renouvellements.
- **87 % : taux de satisfaction des entreprises labellisées.**
- **Plus de 1,1 million d'affichage en ligne** sur les réseaux sociaux et le site Fabriqué en Aveyron.
- **Près de 40 000 visiteurs** sur le site internet de la marque.

Perspectives

- Lancement d'un nouveau site internet et de nouvelles fonctionnalités du backoffice de gestion des dossiers (été 2025).
- Développer la notoriété de la marque sur des marchés extérieurs.
- Favoriser le repérage des produits « Fabriqué en Aveyron » par les consommateurs.
- Faire du Salon de la marque « Fabriqué en Aveyron » un moment incontournable de la vie économique en Aveyron.
- Les actions de promotion 2025 : salon du 26 au 28 septembre à Baraqueville ; présence au Made in France du 6 au 09 novembre 2025.
- Participation à la création de la fédération nationale des marques de territoire.

Nous partageons l'Aveyron
FABRIQUÉ EN AVEYRON
COMITÉ FABRIQUÉ EN AVEYRON
AVEYRON
CHOISISSEZ
LES PRODUITS MARQUÉS
Retrouvez-nous sur
fabrique-en-aveyron.fr

Défi n°2
#Agriculture, aménagement du territoire

L'agriculture occupe une place singulière dans notre département tant elle participe à l'aménagement et l'entretien de l'espace mais également, eu égard à son impact, sur l'économie.
On prête volontiers au département la réputation d'un territoire où les produits sont de qualité.
On dénombre d'ailleurs un nombre important de produits sous Signe d'Identification de Qualité et d'origine et/ou d'appellations. De nombreuses manifestations initiées par le monde agricole participent par ailleurs à la vitalité et la notoriété du département et constituent autant d'animations touristiques.

Agriculture, vers la souveraineté alimentaire pour les Aveyronnais

2024 > PAT lauréat du programme national.
2025 > mise en place opérationnelle de la plateforme d'approvisionnement local.

L'agriculture est un enjeu majeur pour l'Aveyron.

État des lieux

À ce titre, le Département s'emploie à :
- mettre en valeur le patrimoine culturel agricole de l'Aveyron,
- promouvoir l'animation touristique en pleine saison et hors saison,
- favoriser la sécurisation alimentaire en particulier dans le domaine de la restauration collective,
- sensibiliser les collégiens et la jeunesse à l'ensemble des productions agricoles aveyronnaises,
- promouvoir les manifestations et actions favorisant les évolutions environnementales.

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT)
Labellisé par l'État le 1er juin 2023, le Projet Alimentaire Territorial Aveyronnais a pour objectif d'œuvrer à une consommation plus locale qui contribue à la juste rémunération des agriculteurs.
En 2024, le PAT a été lauréat de l'Appel à Projet du Programme National de l'Alimentation avec à la clef un financement de 100 000 € sur 3 ans.
Le projet phare du PAT du Département reste le lancement de la plateforme logistique d'approvisionnement local.
Suite à l'étude de faisabilité, 3 groupes de travail autour des chefs de cuisine et gestionnaires des collèges ont été menés.

Chiffres clés

Aide à **18 structures et 15 manifestations.**

Valorisation de nos produits et promotion des circuits courts :
- **l'Aveyron dans l'Assiette** (cf. défi 5)
  - → 4 opérations menées par la Mission Jeunesse et Innovation dans les collèges publics et privés,
  - → 26 136 repas servis,
  - → 21 446 € versés.

- **COLLEGI Agri**
  - → 12 visites d'exploitations organisées par les Jeunes Agriculteurs,
  - → 300 collégiens participants.

- **Fabriqué en Aveyron**
  - → 30 nouvelles entreprises agroalimentaires avec un produit labellisé,
  - → 320 entreprises agroalimentaires.

- **Réalisation d'un film documentaire sur l'alimentation et le sport.**

Moyens

521 195 € de subventions allouées.

Perspectives

- Présence du Département de l'Aveyron au Salon International de l'Agriculture en partenariat avec les Upra (Aubrac et Lacaune) et la Chambre d'agriculture dans le hall 1 consacré à l'élevage et dans le hall 3 dédié aux régions .
- Création de l'association de préfiguration de la plateforme d'approvisionnement local associant le Département, la Chambre d'Agriculture, les PAT du Parc Naturel Régional des Grands Causses, du Parc Naturel Régional de l'Aubrac et d'Ouest Aveyron Communauté. Après l'écriture d'une charte partagée pour l'achat de produits locaux et de qualité, la plateforme verra le jour à l'automne 2025.

© G. Alric - Aveyron Attractivité Tourisme

Laboratoire Aveyron labo

2024 > offres de formation inter-entreprises sur les bonnes pratiques d'hygiène.
2025 > mise en place du pack achat nouvelle formule pour les contrôles à l'entrée des bovins dans les exploitations agricoles.

Aveyron Labo est un laboratoire d'analyses accrédité par le COFRAC, spécialisé dans 4 domaines : agroalimentaire, eau et environnement, santé animale et génomique. Il assure des formations, des audits et conseils, la collecte de prélèvements et de la recherche et développement.

Reconnu dans le domaine agricole, il intervient sur le dépistage et le diagnostic des maladies animales règlementées ou non et participe ainsi à la bonne santé de nos élevages. Aveyron labo est capable de faire face avec ses partenaires professionnels, aux épidémies animales, comme récemment avec la FCO (Fièvre Catarrhale Ovine) ou la MHE (Maladie Hémorragique Epizootique), et répondre dans les meilleurs délais aux analyses demandées.
Les compétences d'Aveyron Labo en santé animale et en génomique assurent une reconnaissance au niveau national avec ses clients dans toute la France.
Ses compétences sont aussi reconnues pour le contrôle sanitaire des eaux, pour ses capacités de prélèvement et d'analyses des eaux de surfaces ou des eaux usées.
Aveyron labo analyse également la qualité microbiologique des aliments, effectue la détection et quantification de substances interdites ou règlementées.
L'ensemble de ses services, pour la plupart sous agrément et accréditation s'adresse principalement aux professionnels, aux institutionnels et acteurs publics mais aussi aux particuliers.
Ses services recherche et développement dans les domaines de la chimie et des biotechnologies lui permettent de développer et valider des méthodes et de travailler sur des projets en collaboration avec des institutionnels ou des facultés. Aveyron labo a renouvelé en 2024 son agrément R&D délivré par le ministère de la recherche.

Le Département soutient Aveyron labo dans ses missions liées à la politique de sécurité sanitaire, de veille sanitaire, de prévention des crises dans l'intérêt général.

État des lieux

En 2024, les épizooties de FCO et MHE ont fortement mobilisé les ressources d'Aveyron Labo.

Chiffres clés

Chiffre d'affaires : 10 627 K€,
+ 33 % par rapport à 2023.
Nombre de salariés : 114.
Nombre de prélèvements reçus et analysés : 936 000.
Nombre de dossiers : 253 600.
Nombre de prélèvements : 11 800.

Moyens

Participation du Département : 1 439 190 €.

Perspectives

- Développement d'un nouvel outil de diagnostic des avortements des ruminants « RUMAVORT » avec l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse et MSD Santé Animale FR.
- Validation et accréditation de l'analyse Prp (génotypage pour la tremblante des ovins) sur biopsies.
- Renouvellement de l'agrément CIR par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fonds de soutien aux territoires

2024 > 166 opérations financées.
2025 > accompagnement des collectivités à optimiser leurs projets.

Avec le Fonds de Soutien aux Territoires (FST), le Département participe à la concrétisation des projets des collectivités dans un contexte d'inflation des coûts de construction et d'aménagement et de budgets de plus en plus contraints des collectivités.

État des lieux

En 2024, avec la grande diversité des opérations accompagnées, le Département contribue activement à la dynamique d'attractivité de nos communes.

Les partenariats ont concerné des travaux de construction, d'extension, de rénovation énergétique et de mise aux normes d'accessibilité des infrastructures liées à l'enfance et la petite enfance, des bâtiments à vocation associative et administrative, des équipements culturels et sportifs, des espaces de coworking et tiers-lieux. Mais aussi des opérations en faveur de services marchands nécessaires aux besoins de la population en milieu rural, en cas de carence de l'initiative privée.
Enfin, le soutien à l'aménagement d'espaces de loisirs et de requalification des cœurs de villages et bourgs centres a permis de valoriser le cadre de vie et d'améliorer de l'accessibilité.

À noter : l'année 2024 a vu croître les demandes d'aides pouvant s'expliquer par l'arrivée à maturité des projets en cette 2ème partie de mandat municipal, avec un dimensionnement de plus en plus ambitieux des projets.

Chiffres clés

- **14 opérations** d'intérêt communautaire (dont 5 équipements sportifs, 3 structures d'accueil de l'enfance et de la petite enfance et 2 structures de santé).
- **152 projets portés par des communes,** dont notamment des opérations de travaux sur :
  - → **38 espaces à vocation associative,**
  - → **33 opérations « Cœur de Village » et « Bourg Centre** (dont 3 acquisitions-démolitions),
  - → **23 espaces de loisirs** (aire de jeux et terrains multisports majoritairement),
  - → **22 écoles, centres de loisirs et structures d'accueil de la petite enfance** (dont 1 crèche et 4 Maisons d'Assistantes Maternelles),
  - → **11 mairies et espaces à vocation administrative**,
  - → **9 équipements sportifs** (dont 5 rénovations de piscines, 1 centre aquatique, 1 terrain de foot synthétique et 2 réhabilitations de gymnases
  - → **7 structures de santé**,
  - → **7 multiservices et tiers-lieux**,
  - → **2 équipements culturels**.

Moyens

8 millions d'euros de subventions accordées qui ont permis la réalisation de 59 millions d'euros d'investissement HT.

Perspectives

- Accompagner les porteurs de projets à rationaliser les dépenses, optimiser et mutualiser les usages tout en intégrant davantage la prise en compte des enjeux environnementaux, pour les aider à réévaluer les besoins, l'opportunité et le dimensionnement du projet d'investissement.
- La rénovation et l'optimisation énergétique des bâtiments existants permettra de maîtriser les dépenses de fonctionnement et répondre aux défis environnementaux.

Bourg centre - Réquista

Habitat

2024 > 29 opérations financées.
2025 > lancement du Plan Départemental de l'habitat.

Les objectifs : reconquérir nos centres-bourgs, favoriser l'accueil de nouvelles populations et l'amélioration énergétique du parc de logements.

État des lieux

Le Département accompagne ainsi les collectivités pour :
- la conduite d'études,
- l'acquisition, la création et la réhabilitation de logements communaux dans du bâti existant,
- la création de logements meublés nécessaires à l'accueil de nouveaux arrivants.

Chiffres clés

- **29 collectivités accompagnées :**
- **9 projets de création représentant 23 logements**
- **18 réhabilitations soit 38 logements locatifs**
- **2 créations d'habitat inclusif représentant 18 logements.**

Moyens

993 957 € de subventions accordées qui ont permis la réalisation de 7,70 millions d'euros d'investissement HT.

Perspectives

- Élaboration du **Plan Départemental de l'Habitat** en partenariat avec l'État.
- Déploiement du « Pact territorial Aveyron Rénov » qui sera effectif au 1er janvier 2026 grâce à la refonte du Service Public de la Rénovation de l'Habitat initiée par l'ANAH.

Politique départementale de l'habitat - ADIL

2024 > 3 156 projets de rénovation de l'habitat.
2025 > forte investigation sur le champ de la rénovation énergétique.

L'ADIL (Agence Départementale d'Information sur le Logement de l'Aveyron) participe à la construction et la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat et de leurs programmes opérationnels tels que le PIG Départemental (Programme d'intérêt général).

Elle répond gratuitement à toutes les questions d'ordre juridique, financier et fiscal liées au logement, à l'habitat et à la rénovation. Elle favorise ainsi la réalisation de travaux et la remise sur le marché de logements, répondant aux besoins des aveyronnais tout au long de leur vie et permettant l'accueil de nouveaux habitants.

État des lieux

Avec l'Espace Conseil France Rénov', le service public de la rénovation de l'habitat, l'ADIL renseigne les usagers sur la rénovation énergétique et sur les problématiques de traitement de l'habitat indigne et de maintien à domicile. L'ADIL participe aux études du réseau national et en diffuse le résultat aux acteurs locaux du logement et notamment en 2024 sur la prise en compte de la rénovation énergétique dans les politiques locales de l'habitat.

Chiffres clés

- **6 773 aveyronnais conseillés** en 2024 sur l'accès à leur logement (location, achat, travaux etc.),
- **49 réunions** pour accompagner les collectivités dans leur politique de l'habitat,
- **8 animations gratuites** pour le grand public.

Moyens

186 000 € de suventions pour accompagner les projets de rénovation de l'habitat

Perspectives

- Adaptation de France Rénov' avec les pactes territoriaux dans la perspective d'une montée en puissance à partir de 2026.
- Poursuite du programme Bail Rénov' à destination des bailleurs et locataires pour faciliter la rénovation énergétique des logements locatifs.
- Mobilisation (formation) des élus sur le traitement de l'habitat indigne et dégradé.

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Aveyron (C.A.U.E)

2024 > 16 schémas directeurs Cœur de village et Bourg-centre.
2025 > une dizaine de schémas directeurs.

Le C.A.U.E. a pour mission de promouvoir la qualité architecturale, urbaine et environnementale du département de l'Aveyron à travers 4 missions insécables : conseiller, informer, former et sensibiliser.

Il remplit une mission de service public de conseils aux particuliers en matière d'habitat et de petit patrimoine bâti, ainsi qu'auprès des collectivités pour tous leurs projets de construction et d'aménagement.

Il aide à clarifier les besoins et les moyens en fonction du caractère des lieux, des usages et des intentions, pour préparer la relation avec un maître d'œuvre.

Il forme et informe les élus et les techniciens du cadre de vie (règlementation en vigueur, contraintes, potentialités...) et propose des actions tout public d'information, de sensibilisation ou encore pédagogique avec des conférences, des visites, des expositions...

Il favorise ainsi l'intérêt pour la production architecturale, urbaine et paysagère, l'éducation de petits et grands et la montée en compétence partagée des acteurs de l'aménagement, en cohérence avec les enjeux du territoire et dans le souci constant de s'adapter aux particularités aveyronnaises.

Depuis 45 ans, le C.A.U.E. de l'Aveyron développe et met à disposition de tous des outils de connaissance du territoire, ses spécificités et ses identités.

Les architectes et paysagistes conseillers du C.A.U.E. accompagnent le dispositif Cœur de village et Bourg-centre inscrit au programme départemental depuis 1990.
Il est juré des prix départementaux du fleurissement et du cadre de vie, du prix patrimoine et du prix de l'environnement. Il est intervenant lors du colloque de l'agropastoralisme.

Le C.A.U.E. est partenaire d'autres politiques départementales : mobilisation pour la politique de l'habitat (PDH, pacte territorial), intervention et sensibilisation dans les collèges (temps pédagogiques, devenir des cours de collège, visites dédiés aux responsables départementaux) ou encore sur les projets de requalification des bâtiments départementaux.

État des lieux

Chiffres clés

- **3 programmes actifs CPAT,**
- **221 conseils aux collectivités,**
- **1 850 visiteurs durant les 2 expositions à la galerie Sainte-Catherine,**
- **625 élèves sensibilisés dans les établissements scolaires,**
- **3 sites internet : caueactu.fr / paysageaveyron.fr / architectureaveyron.fr**

Moyens

Taxe d'aménagement (part C.A.U.E.) : 600 000 €.

Perspectives

- Poursuite des actions de sensibilisation et de formation.
- Valorisation des paysages aveyronnais : contribution au palais épiscopal, formation sur les Observatoires Photographiques du Paysage, intégration des énergies renouvelables, lectures du paysage.
- Appui des stratégies territoriales et de transitions.
- Interventions ciblées sur les actions du Département : cadre de vie / fleurissement, décarbonation / équipements, habitat, pacte de résilience.
- Accompagnement des projets communaux et contributions à l'amélioration du cadre de vie des Aveyronnais (interventions, permanences, publications, rencontres).

Rencontres annuelles (rendez-vous annuels sur l'architecture, l'urbanisme, le paysage et la ruralité)

Défi n°3 #Eau/Transition écologique

Pour anticiper les effets du changement climatique au niveau local et garantir un avenir vivable aux générations futures, le Département s'engage dans une nouvelle stratégie en faveur de l'eau et de la transition écologique.

Elle est organisée en trois axes stratégiques : une politique ambitieuse en matière d'eau ; un Département exemplaire dans la gestion de son patrimoine départemental ; un patrimoine naturel à valoriser et à faire découvrir.

Les rencontres de l'Eau

2024 > 3e rencontres de l'eau
2025 > Finalisation du pacte de résilience.

Les Rencontres de l'eau organisées depuis 2022, en partenariat avec la Préfecture, l'Agence de l'Eau Adour Garonne, la Chambre d'Agriculture et EDF, marquent la volonté du Département de s'engager dans une stratégie de transition écologique pour garantir un futur durable aux nouvelles générations.

État des lieux

Le 2 décembre 2024, les 3èmes Rencontres de l'Eau, étaient l'occasion de faire un point d'avancée sur les 6 axes :

Axe 1 : Les ressources et les réserves en eau : quelles évolutions envisager ?

Axe 2 : Modernisation des infrastructures (ouvrages et réseaux) de production d'eau potable, de traitement des eaux usées.

Axe 3 : Gestion durable des eaux : concilier usages maîtrisés, qualité de la ressource et respect de la biodiversité.

Axe 4 : Une gouvernance à définir au niveau départemental et inter départemental : Elaboration d'un pacte de résilience départemental.

Axe 5 : Sensibiliser tous les Aveyronnais aux défis de l'Aveyron et de l'eau dans sa gestion, sa préservation et sa mise en valeur.

Axe 6 : Des enjeux économiques transversaux : énergie, agriculture et tourisme.

Chiffres clés

- **Baisse cumulée du débit des rivières de 60 % entre 1980 et 2050.**
- **Prix de l'eau potable variant de 0,84€/m³ à 3,42 €/m³.**

Structures compétentes pour :
- 259 collectivités gestionnaires **d'assainissement collectif** : (communes, communautés de communes ou d'agglomération, syndicat intercommunal),
- 77 gestionnaires de l'eau potable en Aveyron (syndicats, communautés de communes ou d'agglomération, communes).

Perspectives

Réflexion en concertation avec plusieurs partenaires sur l'élaboration d'un pacte de résilience sur plusieurs thématiques :
- Les usages de l'eau,
- la santé,
- l'économie,
- l'agriculture et la forêt,
- la production d'énergie renouvelable,
- le logement,
- les modes de transport et les réseaux,
- la préservation de la biodiversité,
- le tourisme,
- les aléas et risques naturels,
- ...

Objectif : préparer l'Aveyron au réchauffement climatique et construire une stratégie adaptée aux spécificités du territoire et à ses vulnérabilités.

La finalisation du pacte de résilience fin 2025 donnera lieu à un plan d'actions pour les années futures.

La Station d'épuration de La Cavalerie

2024 > mise en service.
2025 > réutilisation des eaux usées.

L'arrivée et l'installation de la 3e DBLE sur le camp militaire, a nécessité la construction d'une nouvelle station d'épuration et d'un nouveau collège.

Les services de la Préfecture ont sollicité le Département pour assurer la maitrise d'ouvrage déléguée de ce projet et préfinancer les travaux (avance pour le compte de la commune).

État des lieux

- Convention de délégation de maitrise d'ouvrage signée le 30 novembre 2022. Marché des travaux notifié en suivant ;
- Période de préparation entre janvier et mars 2023 et ordre de service de début des travaux notifié le 04 avril 2023 ;
- Travaux débutés le 4 avril 2023, achevés fin septembre 2024 ;
- Mise en service de la station d'épuration et les réglages de la nouvelle station d'octobre à décembre 2024 ;
- Ancienne station démolie en novembre 2024 et site a remis en culture.

Le Département pilote toutes les réunions de chantier, assure le suivi financier, administratif et la gestion des délais.

Chiffres clés

- **3 600 équivalent/habitant en organique et 600 m³/j en hydraulique.**
- **Coût des travaux : 3 815 391 € HT.**
- **Plan de financement :**
  - → Agence de l'Eau Adour Garonne : 2 028 915 €.
  - → Ministère des Armées : 1 200 000 €.
  - → Commune de La Cavalerie : 586 476 €.

Perspectives

- Réception définitive des travaux signée le 26 février 2025 et délai de garantie jusqu'au 26 février 2026.
- Travaux de mise en séparatif du réseau assainissement au 1er trimestre 2025 au titre du système de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (arrosage, nettoyage voiries, usages industriels) et en vue de la certification par l'ARS.
- Inauguration de cette station le 17 mai 2025
- Aveyron Ingénierie assiste la commune pour la contractualisation d'un marché de service pour l'exploitation de la station.

Station épuration de La Cavalerie

Défi n°4
#Culture/ Patrimoine/Occitan

Les missions culturelles du Département sont multiples : lecture publique et préservation de la mémoire et du patrimoine écrit, soutien à la création et à la diffusion du spectacle vivant, archéologie préventive, patrimoine muséal, langue occitane, enseignement artistique spécialisé, éducation artistique et culturelle.

Valorisation de nos patrimoines matériels et immatériels

2024 > 85 projets aidés.
2025 > au plus près de la restauration du patrimoine.

État des lieux

Afin de contribuer au rayonnement de l'Aveyron, le Département soutient les projets de restauration du patrimoine bâti des collectivités locales, d'associations, voire de particuliers, protégé ou non protégé (pour le clos et couvert des églises et du petit patrimoine rural).

Il participe ainsi au développement touristique, à l'ouverture plus large aux publics, à la médiation tournée vers les jeunes générations et au soutien au bénévolat associatif.

Le Prix départemental de la mise en valeur du Patrimoine aveyronnais récompense chaque année les initiatives les plus remarquables.

Le Département est également attaché à valoriser le patrimoine immatériel tels la langue et la culture occitane, parties intégrantes de l'identité de l'Aveyron. Il soutient le Pôle Aveyron Occitan, rassemblant l'Association départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron/ADOC 12 (initiation à la langue en direction des écoles), l'Institut occitan de l'Aveyron/IOA (sauvegarde, promotion, production de films et d'ouvrages) et l'Ostal Joan Bodon (diffusion).

Le Département apporte son concours financier au fonctionnement du Musée Soulages consacré à l'oeuvre de l'artiste et à l'art contemporain.

Chiffres clés

- **Sauvegarde du Petit Patrimoine :**
  10 projets aidés (44 165 €).
- **Fonds Départemental de Soutien à la restauration du Patrimoine Rural** :
  20 projets aidés (149 508 €).
- **Objets mobiliers inscrits et classés** :
  3 objets aidés (6 366 €).
- **Monuments historiques inscrits et classés** :
  30 édifices aidés (436 900 €).
- **Chantiers de bénévoles** :
  22 chantiers aidés (31 818 €).

Moyens

- **636 939 €** pour le patrimoine bâti,
- **426 708 €** pour le Pôle Aveyron Occitan,
- **342 000 €** pour l'EPCC Soulages,
- **89 000 €** pour les structures liées au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Perspectives

- Renouvellement de la convention cadre avec le Pôle Aveyron Occitan pour la durée de la mandature.
- Poursuite du soutien aux structures partenaires et accompagnement des projets, notamment ceux des communes pour l'entretien et la restauration du patrimoine.
- Prix départemental de la mise en valeur du Patrimoine aveyronnais.

Fournil du hameau du Bez à Lapanouse, commune de Séverac d'Aveyron.

Lecture publique **Médiathèque départementale**

2024 > adoption du schéma départemental de lecture publique.
2025 > signature du contrat départemental lecture avec l'État.

Le réseau départemental de lecture publique de l'Aveyron animé par la Médiathèque départementale compte 183 bibliothèques, démocratisant l'accès de tous à la culture, notamment de la jeune génération.

État des lieux

La MDA (Médiathèque Départementale de l'Aveyron) propose des services pour le développement des bibliothèques du réseau gérées par les collectivités aveyronnaises : mise à disposition de ressources documentaires et numériques, d'actions et d'outils de médiation culturelle ; une offre de formations ; des conseils, des outils de méthodologie de projets, une expertise et une ingénierie de la création à la gestion quotidienne d'une bibliothèque.

En complément de **l'offre de ressources en ligne** (presse, magazines, vidéo, musique, autoformation) :

- **de multiples actions et animations culturelles itinérantes pour tous les publics** : plus de 3300 participants, 29 rencontres d'artistes en bibliothèques, des expositions, 21 séances de projections de films documentaires, 3 territoires engagés dans le programme « des livres et des bébés » etc...
- **un projet de catalogue départementale avec plus de 60 bibliothèques**.

Avec l'adoption par l'Assemblée départementale du schéma départemental de lecture publique, le Département se dote d'un outil de pilotage de développement de la politique de lecture publique pour la période 2024-2028.

2024 est la première année du dispositif « Arts vivants en bibliothèques », en partenariat avec le service développement culturel et artistique du Département (spectacle circassien en bibliothèque).

Livre de naissance remis en 2024

Chiffres clés

- **191 500 documents tous supports / 127 737 documents prêtés.**
- **18 000 références numériques en ligne.**
- **+ de 2 000 abonnés à l'offre de ressources en ligne.**
- **1 058 albums de naissance remis.**
- **64 formations / 856 stagiaires.**

Moyens

384 000 € dédiés à l'achat des ressources précitées.

Perspectives

- Vers une bibliothèque verte : déplastification des documents, formation des agents au développement durable, mise en place des référents transition écologique et responsabilité sociétale...
- Définition de la politique documentaire et son adoption par l'Assemblée départementale.
- Réflexion sur la refonte du Portail des médiathèques aveyronnaises.

Soutien à l'archéologie

2024 > veille archéologique sur l'Aveyron.
2025 > diagnostics et fouilles en vue de la rénovation du palais épiscopal.

Le Département a pour mission d'étudier, protéger et promouvoir le patrimoine archéologique aveyronnais.

État des lieux

- **Une veille archéologique sur le département et son rapport annuel global** (3 prospections, 10 suivis de travaux dont un à Sylvanès et 11 découvertes fortuites dont une importante au presbytère de Loupiac) ;
- **1 prospection suite à la découverte d'une ceinture articulée en bronze au Bois de Moussu (**Sébrazac) avec donation au Département ;
- **Contribution à la définition de la muséo-scénographie de l'espace patrimoine du Palais épiscopal ;**
- **Déménagement du Centre de Conservation et d'Étude (CCE)** dans des locaux neufs appartenant au Département situés à Bel Air et rapatriement de collections départementales de fouilles anciennes jusqu'ici stockées à Toulouse.
- **Poursuite de l'inventaire et du récolement des collections archéologiques** issues du territoire de l'Aveyron dans le cadre de l'aménagement du CCE.
- **Rédaction et envoi du bilan quinquennal (2019-2024) de l'habilitation de la Direction (**obligatoire tous les 5 ans ,présenté au ministère de la Culture).
- **Accueil, co-organisation et participation du 48ème colloque international de l'Association française** pour l'étude de l'âge du fer (AFEAF) en mai 2024 à Rodez : « les pratiques funéraires en Europe occidentale du IXe au Ve siècle avant J.-C. » (plus de 200 participants).
- **Organisation, avec l'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Archéologique Aveyronnais, de la 35ème Journée archéologique départementale à Martiel** en octobre 2024 (plus de 100 personnes).
- **Réalisation de conférences sur :** dolmens, aqueduc de Vors, Four de Verrier de Noyès, fête de Roquemissou, exposition temporaire de Montrozier.
- **Édition du 36ème numéro des Cahiers d'archéologie aveyronnaise**.
- **Rédaction d'une synthèse archéologique pour le volume 2 de País** consacré au Comtal, Lot et Truyère, avec l'IOA (Institut Occitan de l'Aveyron).
- **Commissariat scientifique et contributions à la nouvelle exposition de l'Espace archéologique départemental de Montrozier :** « Aux sources de l'Aveyron et de la Serre. 5000 ans de peuplement », avec la Direction des Musées.
- **Rédaction et mise en place de conventions cadre de coopération scientifique** avec l'Institut National des Recherches Archéologiques Préventives) et l'unité mixte de recherche « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » pour mobiliser des compétences externes lors de futurs projets (RN88, etc.).

Lapidaire antique en grès avant nettoyage provenant de la tranchée 8 réalisée lors du diagnostic d'archéologie préventive de l'aile Frayssinous au Palais épiscopal de Rodez.
À gauche : chapiteau de type toscan, à droite autel cultuel épigraphe.

Vue générale de la tranchée 8 réalisée lors du diagnostic d'archéologie préventive de l'aile Frayssinous au Palais épiscopal de Rodez. Au premier plan : canalisation gallo-romaine, au milieu : mur mérovingien (VIIe-VIIIe s.), à l'arrière-plan : mur médiéval (XIIe-XIIIe s.).

Chiffres clés

- **101 580 € de recettes** générées par la Direction de l'Archéologie [subventions DRAC, ventes ouvrages].
- **1 diagnostic d'archéologie préventive** au Palais épiscopal (9 jours de terrain pour les agents et 140 m² de superficie) et 1 prospection suite à une découverte remarquable au Bois de Moussu à Sébrazac.
- **6 Projet Scientifiques d'Intervention rédigés au cours de l'année** suite à des prescriptions de diagnostics émises par la DRAC : lieu-dit Miral à Manhac, Aile Frayssinous du Palais Épiscopal à Rodez, phase 5 la Cordenade à Salles-la-Source, rue Garlassac à Luc-La-Primaube, boulevard Saint-Antoine et phase 2 avenue de Verdun à Millau.
- **4 rapports de diagnostics d'archéologie préventive et 1 rapport de découverte fortuite**, obligatoires, remis à la DRAC Occitanie.
- **16 908 € de subventions versées** dans le cadre de l'aide annuelle aux chantiers de fouille et de valorisation du patrimoine archéologique réalisés par des professionnels et des bénévoles ; l'instruction complète des dossiers est désormais effectuée par la Direction de l'archéologie.

Perspectives

- Diagnostics et fouilles préventives (palais épiscopal notamment)
- Des opérations de veille archéologique (suivi de travaux, découvertes fortuites, sondages et fouilles éventuelles de sauvetage, etc.).
- Édition 37ème numéro des Cahiers d'archéologie aveyronnaise.
- Organisation avec l'ASPAA, de la 36ème Journée archéologique départementale à Bertholène, le 18 octobre.
- Poursuite et finalisation de la numérisation des statues-menhirs de l'Aveyron et recherche d'une solution de mise en ligne.

Le développement culturel et artistique : une attention particulière portée aux jeunes

2024 > 171 structures culturelles accompagnées. 2025 > 2nde rencontre départementale professionnelle autour des arts visuels avec Decazeville communauté.

Le développement culturel est un enjeu pour l'attractivité de l'Aveyron.
À ce titre, **le Département soutient, financièrement et par des partenariats opérationnels, les projets :**

- en accompagnant les structures professionnelles (opérateurs culturels comme équipes artistiques), en partenariat avec les structures culturelles et les territoires
- de festivals et manifestations culturelles aveyronnaises,
- d'animation et de valorisation des Bastides.

Ceci dans les domaines du spectacle vivant, des arts visuels et du patrimoine.

Tournage du film Olympe à Villefranche-de-Rouergue (Programme « Aveyron Terre de tournages »).

État des lieux

Le dispositif **Education Artistique et Culturelle (EAC)** a proposé en 2024-2025 à tous les établissements scolaires, de la maternelle au lycée, une offre cohérente et structurée : 35 parcours thématiques ou Itinéraires EAC, 7 Résidences d'artiste(s) en collège, les programmes « Arts vivants au collège » impliquant 6 programmateurs autour de 10 spectacles et « Arts visuels au collège » avec 1 structure partenaire et 5 artistes plasticiens.

Le dispositif **Pratiques amateurs et professionnelles** a proposé des stages, des ateliers, des concerts, des expositions, le Prix du Département pour l'art contemporain... ainsi que 2 rencontres départementales autour de la danse et de la voix, enfin 3 rencontres professionnelles réservées aux acteurs culturels au Club, au Repaire de Brandonnet et au Théâtre La Baleine. Des programmes sont également initiés à une échelle interdépartementale via La Plateforme des arts vivants Occitanie.

Le dispositif **Culture en partage** a mené 11 opérations impliquant les publics éloignés de la culture, en partenariat avec des structures médico-sociales, judiciaires, ou des associations. Ce programme est complémentaire de l'appel à projet départemental « Culture et lien social » piloté par le Pôle des Solidarités Humaines.

Le dispositif **Culture et patrimoine** a valorisé les sites emblématiques, des thématiques identitaires et des personnalités artistiques et historiques, à travers des conférences, des projections et des expositions, par et pour tous les publics (rencontre avec les époux Klarsfeld par exemple).

Trois films ont été accompagnés dans le cadre du programme « Aveyron Terre de tournages ».

Le dispositif **Ingénierie culturelle territoriale** a permis d'accompagner des collectivités, notamment la Communauté de communes Aubrac, Carladez et Viadène pour le projet de valorisation culturelle du château de Valon. En 2024, Saint-Affrique et le Département ont signé la convention de mise en œuvre du Projet Culturel de Territoire (PCT). Deux bilans intermédiaires d'exécution des conventions PCT ont été réalisés pour les intercommunalités Comtal, Lot et Truyère et Des Causses à l'Aubrac. Le dispositif a également poursuivi le travail d'accompagnement culturel des CPAT (Contrat de Projets Aveyron Territoires).

Chiffres clés

- **Accompagnement de :**
  - → 52 structures et équipes artistiques professionnelles,
  - → 114 festivals et manifestations culturelles,
  - → 2 Pôles culturels départementaux (Conques et Sylvanès).

- **Les dispositifs culturels :**
  - → **l'offre EAC départementale :** 8 299 élèves (406 classes) ,
  - → **pratiques amateurs et professionnelles :** 5 235 participants pour 77 actions,
  - → **culture en partage :** 701 participants pour 11 actions,
  - → **culture et patrimoine / audiovisuel et cinéma :** 5 016 participants pour 22 actions.

Moyens

- **1 199 200 €** pour les 171 partenariats financiers.
- **461 680 €** pour le service Développement culturel et artistique.

Perspectives

- Structuration et développement du programme « Aveyron Terre de tournages ».
- Adaptation du programme « Arts vivants au collège ».
- Convention autour de la généralisation de l'EAC avec les services de l'État.

Programme « Arts vivants en bibliothèque » à Aguessac

Musée de Salles-la-Source.

Les musées départementaux

2024 > 3 500 élèves concernés.
2025 > plan stratégique musées.

Les musées départementaux inscrivent leurs actions dans la polyvalence et dans la proximité avec les publics, notamment les jeunes :

- polyvalence des formats des actions culturelles et pédagogiques en faveur des jeunes : ateliers, médiations, actions hors les murs, participations aux dispositifs culturels de l'Éducation Nationale.
- polyvalence des actions de préservation du patrimoine : conservation préventive, ingénierie culturelle, acquisitions d'œuvres
- polyvalence des actions de diffusion des collections : réalisation de publications, renouvellement d'expositions, développement d'actions partenariales.

État des lieux

Dans le cadre de la politique muséale départementale, l'Assemblée départementale, lors de sa séance du 28 juin 2024, a décidé d'élaborer un plan stratégique musées 2025/2030. Le cabinet Objectif Patrimoine a été retenu y travaille depuis la fin de l'année 2024.

Actions mises en place en 2024

Conservation départementale :
- opérations de restauration et de conservation préventive,
- acquisition et prêts d'objets de collection auprès des musées régionaux.

Musée des arts et métiers traditionnels de Salles-la-Source :
- nouvelle médiation en autonomie pour le visiteur « Escape Bag : le trésor du musée »,
- nouvelle offre de médiation au planétarium pour les 3-5 ans.

Musée des mœurs et coutumes à Espalion :
- première inscription dans le dispositif de l'Éducation Nationale « La classe, l'œuvre »,
- création d'un nouveau panel d'ateliers pédagogiques,
- développement des partenariats locaux (cinéma, bibliothèque municipale, associations locales, ENAP...).

Espace archéologique de Montrozier :
- inauguration de l'exposition temporaire Aux sources de l'Aveyron et de la Serre : 5 000 ans de peuplement,
- réalisation d'une nouvelle salle de parcours permanent de l'abri sous roche de Roquemissou.

Chiffres clés

- Fréquentation totale : **15 269 visiteurs** du 1er janvier au 31 décembre 2024.
- Nombre de scolaires ayant bénéficié d'ateliers pédagogiques :
  - → **3 492 élèves**, dont 1156 dans le cadre des « Hors les murs » par exemple dans les établissements scolaires ou à la fête de la science.

Musée de Salles-la-Source.

Musée de Montrozier.

Perspectives

Salle la Source :
- nouvelle exposition temporaire S'endimancher à la rouergate, 1802-1918,
- mise en œuvre de nouvelles activités pédagogigues.

Espalion :
- nouvelle exposition temporaire contemporaine « On n'enferme pas la lumière ».
- 2ème nouvelle exposition sur le patrimoine carcéral.
- nouveaux formats de médiation : conférences thématiques, élargissement de l'offre des ateliers vacances.

Montrozier :
- réalisation et diffusion du livret-jeux sur l'exposition temporaire « Aux sources de l'Aveyron et de la Serre : 5 000 ans de peuplement »,
- actualisation des médiations proposées au jeune public et aux scolaires.

Adoption du plan stratégique musées 2025-2030

Depuis le dernier trimestre 2024, un consultant accompagne le service des musées. Deux enjeux majeurs sont identifiés :
- faire vivre autrement les collections départementales, notamment celle d'ethnographie en s'appuyant sur des expérimentations et des innovations ;
- s'inscrire dans des partenariats avec les territoires qui le souhaitent, communes et communautés de communes, dans le cadre de projets culturels partagés.

Le consultant proposera une politique au service des territoires avec un fort volet ingénierie auprès des collectivités pour une gestion partenariale et en proximité de l'héritage patrimonial (« aider à faire »).

Archives départementales de l'Aveyron

2024 > L'exposition sport en Aveyron aux XIXe et XXe.
2025 > Système d'archivage électronique pour le Département.

Les Archives départementales ont pour mission de contrôler, collecter, classer, conserver et communiquer l'ensemble des archives publiques produites dans le ressort du département, c'est-à-dire tous les documents produits ou reçus par les personnes publiques présentes en Aveyron (services déconcentrés de l'État, communes, établissements publics, officiers publics et ministériels...). Ce service continue depuis les lois de décentralisation à exercer un certain nombre de missions au nom de l'État, et principalement le contrôle scientifique et technique (à savoir l'aide et le conseil apporté aux producteurs d'archives publiques sur le territoire du département, ainsi que le contrôle de l'élimination de ces documents) ainsi que la collecte d'archives produites par toutes les institutions publiques d'Aveyron. Toutes les autres missions, à savoir la collecte des documents d'archives privées, leur classement, leur conservation, leur communication et leur valorisation sont exercées au nom du Département.

État des lieux

Collecte : 42 mètres linéaires exceptionnellement collectés en 2024 (contre 168 mètres linéaires en 2023) ainsi qu'une collecte d'archives privées, dont celle du château de Vezins. Les bâtiments sont saturés.

Archivage électronique : les Archives départementales réfléchissent avec la DSI, à un futur outil d'archivage électronique. Un projet de gestion documentaire va permettre un état des lieux complet des archives produites par les services du Département et de les accompagner dans la bonne gestion.

Conservation : acquisition d'un outil de traitement des moisissures améliorant la conservation des fonds.
Des chantiers de reconditionnement tels la restauration de documents du cadastre et de l'enregistrement ont été réalisés, en vue de la numérisation de ces fonds.

Numérisation : En 2024, les projets de numérisation ont été consacrés aux archives de l'enregistrement, de la documentation cadastrale d'Ancien Régime et à la presse ancienne.

Accueil du public : 763 lecteurs physiques ont consulté au total 8 786 documents sur 1497 séances de travail ; 900 scolaires accueillis par le service éducatif. Et 623 demandes de recherches par correspondance.

Valorisation : L'exposition « *Soyez Sport ! La pratique sportive en Aveyron aux XIXe et XXe siècles* » a été inaugurée en septembre 2024 et a donné lieu à de nombreuses activités (ateliers enfants, visites guidées, conférences...). Les Archives départementales ont inauguré leur nouveau site internet en juin 2024 (avec présentations et ateliers à destination du public). Les activités initiées en 2023 ont été poursuivies : ateliers à destination des enfants durant les vacances scolaires, café-rencontre avec les lecteurs des Archives départementales... Les Archives départementales ont participé au Village des Sciences et à la Nuit du Droit, organisés par des partenaires institutionnels : ces activités ont permis de toucher un public scolaire nombreux.

Chiffres clés

- **20 agents** (soit 15,8 ETP). 2 agents de l'État et 18 du conseil départemental. 1 poste État et 2 postes territoriaux sont en cours de recrutement.
- **23,1 kilomètres** linéaires de documents d'archives conservés.
- Site internet propre : **218 819 connexions et 3 millions de pages consultées** au second semestre 2024 (renouvellement du site internet en juin) ; **plus de 8 millions d'images** issues des opérations de numérisation du service y sont présentées.
- **Un bâtiment principal et deux bâtiments annexes,** occupés à 95 %.

Exposition « soyez sport ! »

Perspectives

- Nouveaux fonds d'archives et nouvelles fonctionnalités (indexation collaborative, salle de lecture virtuelle, jeux...) à venir sur le site internet.
- Dématérialisation : projet de création d'un système d'archivage électronique avec la DSI pour une meilleure gestion des données numériques du Département
- Chantier de classement et de conservation des archives de l'assistance et des hôpitaux, pour rendre plus accessibles ces fonds très précieux pour l'histoire de la population aveyronnaise et la connaissance des missions départementales.
- Projet d'état des collections de la bibliothèque et des périodiques
- Plan de sauvegarde des collections en cours d'élaboration pour assurer la protection du patrimoine archivistique aveyronnais
- Réflexion autour de la construction d'un nouveau bâtiment, dans le contexte de la saturation des locaux des Archives départementales.

Conservatoire à rayonnement départemental de l'Aveyron (CRDA)

2024 > 1145 élèves inscrits.

Le conservatoire de l'Aveyron est un établissement d'enseignement artistique spécialisé classé qui propose deux disciplines : la musique et le théâtre.

État des lieux

- Proposer une offre d'enseignement artistique de la musique et du théâtre.
- Contribuer à l'éducation artistique et culturelle en intervenant dans les écoles et les collèges.
- Participer à l'animation culturelle et artistique du territoire en organisant des spectacles / concerts.

Chiffres clés

- **13 collectivités** membres du Syndicat Mixte.
- **15 antennes** territoriales couvrant 62 % de la population aveyronnaise.
- **60 enseignants.**
- **12 agents** administratifs et techniques (dont 2 mises à disposition du CD12).
- **1 145 élèves.**
- **1 800 jeunes** bénéficiant des dispositifs « hors les murs ».
- **40 disciplines** enseignées.
- **85 orchestres et ateliers.**
- **26 656 heures** d'enseignement.
- **1 saison** culturelle avec + de **130 concerts** et auditions / + de **8 500 spectateurs.**

Moyens

4 457 695 € de budget de fonctionnement.

Défi n°5
#Jeunesse/ Éducation/Immobilier départemental

L'action pour la jeunesse, un nouveau pilier de l'action du Département. Cette politique ambitieuse en faveur de la jeunesse constitue un volet prioritaire du Projet départemental. Demain, les jeunes doivent trouver leur place ici et devenir des citoyens engagés et des ambassadeurs de l'Aveyron.
Le Département se doit de les guider et les accompagner dans leurs parcours d'adolescents, d'étudiants et de citoyens au service de tous.
Il doit aussi les associer à la réflexion, avec les partenaires des mondes de l'éducation et de la formation. Cette volonté politique forte se traduit par des actions en faveur des collégiens, des lycéens et des étudiants.

Les collèges aveyronnais

2024 > plusieurs mises en accessibilité.
2025 > vers plus de décarbonation.

Le Département a en charge la gestion des collèges publics du Département. Il fournit une dotation annuelle de fonctionnement pour les charges liées à l'exploitation des bâtiments. Il met également des agents à disposition pour assurer l'entretien des bâtiments, leur maintenance et produire les repas à destination des collégiens (1 million de repas par an). Dix collèges publics fournissent également des repas à dix-huit écoles primaires de leur secteur.

État des lieux

Mise en accessibilité du collège de Cransac 1ère tranche : création d'un infirmerie et rénovation de la salle des professeurs.

Remplacement des éclairages par des LED sur cinq collèges : Capdenac, Naucelle, Onet-le-Château, Rodez-Fabre, Villefranche-de-Rouergue.

Mise en accessibilité du Collège de Rieupeyroux – 4ème tranche : réaménagement du CDI et de la salle informatique.

Rénovation du Collège Jean-Moulin à Rodez – 4ème tranche : réaménagement des espaces de circulation du 1er étage.

Aménagement pour l'installation du CIO au collège de Millau.

Participation à l'élaboration du Projet alimentaire Territorial en lien avec :
- la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron,
- le Pôle des Solidarités du Territoire,
- les Collèges Publics.

Chiffres clés

- **42 collèges** dont 22 publics et 20 privés,
- **11 652 collégiens** (dont 7 242 pour les collèges publics et 4 410 pour les collèges privés),
- **1 million de repas** servis en 2024,
- **183 agents** du Département œuvrant au quotidien pour assurer le nettoyage, la maintenance et la restauration.

Moyens

Investissement : 7,904 millions d'euros.
Fonctionnement : 9,408 millions d'euros.

Salle SVT.

Perspectives

- **Décarbonation des collèges :** finalisation d'un Schéma Directeur Energie Carbone (objectif : - 60% d'émissions de gaz à effet de serre des bâtiments collèges à l'horizon 2050).
- **Collège Georges Rouquier à Rignac :** rénovation et extension – 2ème tranche (500 000 €).
- **Collège Albert Camus à Baraqueville :** concours d'architecture pour la création d'un espace de restauration.
- **Collège de Cransac :** mise en accessibilité – 2ème tranche.
- **Accompagnement des collèges pour préparer la création de la plateforme alimentaire.**
- **Mise en place de l'export de repas à destination des collégiens et des écoles de Cransac :** partenariat avec la commune et mutualisation des coûts.

le CAJ à l'hémicycle

Actions pour la jeunesse

2024 > Bien manger.
2025 > Mieux consommer l'information.

La politique jeunesse s'attache à ce que chaque jeune aveyronnais devienne un adulte éclairé, citoyen épanoui, engagé et prêt à construire demain.

À ce titre, le Département met de nombreuses actions en place.

État des lieux

- **« Mon collège 12.0 »** : pour la 2ème année consécutive les élèves de 5ème ont reçu un ordinateur équipé de logiciels pédagogiques adaptés.

- Le site « **jeunesse.aveyron.fr »** poursuit son déploiement et enrichit ses contenus.

- Dans le cadre du dispositif **« Accompagner les jeunes qui bougent »**, le Département a poursuivi son action de développement des projets de voyages éducatifs en accompagnant les établissements scolaires et leurs élèves dans la réalisation de voyages (découverte patrimoniale, culturelle, sportive ou devoir de mémoire...).

- Développement des **visites citoyennes médiatisées au sein de la collectivité**, avec une aide au transport, a enrichi le parcours citoyen jeune : « faire connaître pour mieux comprendre et mieux s'engager demain ».

- Visites citoyennes hors les murs pour permettre aux jeunes **« d'explorer autrement »**.

- Trois nouveaux numéros de **« Mon Quotidien découvertes»** spécial Aveyron distribués à tous les collégiens.:
  - « Internet : un outil essentiel à bien maitriser ».
  - « Bien manger : oui mais pourquoi et comment ? ».
  - « À la découverte des grands travaux : l'exemple du Viaduc de Millau ».

- **Le Conseil Aveyron jeunes** (CAJ) a développé des projets sur la thématique des valeurs des Jeux Olympiques : une bande dessinée, un voyage inoubliable à Paris dans le cadre des préparatifs des JO, une journée mobilité douce et des outils sur la nutrition et la santé.

- L'opération **« Aveyron dans l'assiette »** continue de sensibiliser les collégiens à l'importance d'une alimentation locale, saine et de qualité. 4 opérations menées en lien avec le Projet Alimentaire Territorial du Département dans les collèges aveyronnais :
  - « Burger à la sauce aveyronnaise » ;
  - « Mange bien, bouge bien » ;
  - « le meilleur est là » ;
  - « Noël dans ton assiette ».

  Pour chaque opération, les chefs cuisiniers des collèges ont élaboré un menu avec des produits issus de filières locales. L'opération a pu s'accompagner d'outils pédagogiques innovants comme le jeu nutrition « Jeu joue la forme » déployé sur le web.

- Appel à projet **« collégiens engagés »** : développement de projets autour de la prévention, des gestes qui sauvent et de l'engagement citoyen. « Ma classe aux jeux » : partage des valeurs de l'olympisme au plus près des Jeux paralympiques 2024. Appel à projet « Collégiens solidaires » : sensibilisation aux dons du sang et à sa promotion.

- Création d'un kit à destination des élus de la collectivité : éléments et chiffres concrets de la politique jeunesse du Département.

- Création et animation d'un **groupe de référents jeunesse au sein de la collectivité** pour une meillure transversalité.

Chiffres clés

- Près de **12 000 élèves** dans les collèges du Département.
- **Taux de réussite au brevet de 94 %** (92 % pour les garçons et 96 % pour les filles).
- **Plus de 10 272 jeunes ont pu voyager** avec leur classe grâce à l'aide de la collectivité.
- Près de **450 jeunes ont visité l'hémicycle en 2024** et 300 collégiens ont assisté aux médiations hors les murs.
- **Près de 900 jeunes ont participé aux différents appels à projet.**
- **6 000 ordinateurs mis à disposition des élèves de 5ème et de 4ème en Aveyron** et de leurs enseignants (3000 en 2023 + 3000 en 2024).
- **26 136 repas servis dans le cadre de l'opération « Aveyron dans l'assiette ».**

Moyens

- **221 324 €** pour le dispositif **voyages et devoir de mémoire.**
- **2 077 € pour l'accompagnement des visites citoyennes.**
- **38 321 €** pour le journal **« Mon Quotidien découvertes ».**
- **21 446 €** pour **l'opération « Aveyron dans l'assiette ».**
- **16 260 €** pour les actions réalisées dans le cadre des **« appels à projet ».**

Perspectives

- **Adapter « Mon Quotidien découvertes »** spécial Aveyron aux attentes des jeunes.
- **Réinventer le « Conseil Aveyron Jeunes »** pour l'ouvrir à toutes les générations et mobiliser hors temps scolaires.
- **Opération « collégiens 12.0 » :** préparer les élèves de 6ème aux enjeux du numériques : les bons usages, les droits et devoirs, les fakes news...

le CAJ à Paris

Agir sur le patrimoine départemental

2024 > travaux de transition énergétique.
2025 > projet du Palais Episcopal.

L'entretien et la modernisation du patrimoine départemental comprennent : rénovation énergétique partielle ou globale de bâtiments, supervision des systèmes de chauffage, mise en place de panneaux photovoltaïques, isolation thermique par l'extérieur, remplacement de menuiseries...
Parallèlement, de grands projets inscrits au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) sont lancés en études ou en travaux.

État des lieux

- **Rénovation énergétique** (changement de menuiseries, isolation par l'extérieur, reprise de toiture...) : Unité Territoriale de Saint-Amans des Côts, AMI Ouest à Rignac,
- **Rénovation de la Salle des Causses** à l'Hôtel du Département,
- **Déménagement des services :** service du courrier au Centre administratif Foch, la Direction des Marchés dans l'immeuble Sainte-Catherine, le CCE d'Archéologie au Parc à Bel Air,
- **Mise en place des services France Travail** à Villefranche-de-Rouergue et Decazeville,
- **Installation de 2 nouvelles bornes de recharge pour les véhicules électriques** du Département : parking sous-terrain des Cordeliers, MSD de Villefranche-de-Rouergue, Site de Bel air,
- **Pose de panneaux photovoltaïques** à l'UT de Saint-Amans des Côts.
- **Grands projets :**

- Travaux et réception d'un pavillon pour la restructuration (phase 1) de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille (MDEF) à Floyrac,
- Travaux de requalification et de modernisation de la scénographie de l'Aire du Viaduc à Millau,
- Concours d'architecte pour l'Internat Territorial à Rodez,
- Lancement des études pour l'immeuble Burloup I à Rodez, Aveyron Services #solidarités de Villefranche-de-Rouergue, et un réseau de chaleur de grande envergure : plusieurs bâtiments et plusieurs partenaires à Rodez,

- Poursuite des études et début des travaux préparatoires (fouilles préventives, curage et désamiantage...) pour :

- le Palais Épiscopal,
- l'immeuble Burloup II à Rodez,
- Aveyron services #solidarités à Saint-Affrique.

- **Autres Projets :**

- Accompagnement du SDIS sur les projets de modernisation des Centres d'Interventions et de Secours (Baraqueville, Pradinas, Saint Rome...)
- Accompagnement du SDIS pour le projet de plateforme unique 15-18 et relocalisation du Centre de Secours Principal de Rodez.

L'entretien et les réparations des véhicules sont effectués au niveau de l'atelier de Bel Air en interne ou réalisés par des garages privés au travers de marchés publics. Un suivi analytique est assuré avec le logiciel GESCAR. **Le renouvellement** est programmé sur la base de deux critères (âge et heures ou kilomètres), croisé avec l'état général et le coût d'entretien du véhicule.

Chiffres clés

600 véhicules roulants (420 véhicules légers et utilitaires, 110 poids lourds et 70 engins de TP),
+ 60 camions équipés en saleuse et raclage.

Moyens

2 857 953 € de subventions accordées au Département :
- 489 889 € - Fonds Vert ;
- 2 294 000 € DSID,
- 74 064 € - ADEME

- Investissement :
5 766 286 €.
- Fonctionnement :
5 444 748 €.

Perspectives

Sur le patrimoine départemental :

- Mettre en œuvre l'ensemble des opérations du PPI et du budget 2025,
- Poursuivre la prise en compte des notions de Patrimoine exemplaire,
- Poursuivre le développement de la supervision du patrimoine immobilier pour une meilleure gestion et pilotage de l'énergie : - Poursuivre les études sur les Grands Projets identifiés : Aveyron Services #Solidarités à Villefranche-de-Rouergue, réseau de chaleur à Rodez, - Poursuite des travaux du Palais Épiscopal, de l'immeuble Burloup II à Rodez, de Aveyron Services #Solidarités à Saint-Affrique, de l'aire du Viaduc à Millau
- Lancement des travaux pour la réhabilitation de l'immeubles Burloup I, du pavillon à l'INSPE et pour la restructuration (phase 2) de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille (MDEF) à Floyrac, de l'Internat Territorial à Rodez.
- Lancement des études pour la construction d'un bâtiment pour la Médiathèque Départementale et le dépôt des Archives Départementales, ainsi que pour l'extension du parc photovoltaïque du Département.
- Lancement d'études pour abandonner les énergies fossiles et mettre en œuvre une production à l'aide d'énergies renouvelables (PAC Aveyron Labo, géothermie aire du viaduc...)

Pour la flotte de véhicules :

- Poursuivre l'intégration dans la flotte actuelle de véhicules à faibles émissions et à très faibles émissions en gaz à effet de serre et polluants atmosphériques
- La mise en place de bornes de recharge pour les véhicules électriques.
- Poursuite du programme de renouvellement du matériel, expérimentation d'un nouveau mode d'achat « dynamique ».

Le Palais Épiscopal

Camion équipés en saeuse et outils de raclage

Tracteur épareuse

Défi n°6
#Solidarité

Vers le développement social local

Le rôle du Département, chef de file de l'action sociale et médico-sociale, est conforté avec l'objectif de renforcer ses politiques et d'innover en matière de réponses et d'interventions sociales.

Développement social local et innovation sociale territoriale

2024 > Aveyron Services #solidarités.
2025 > une offre de services facilitée.

L'action de la collectivité en matière sociale s'inscrit dans un cadre partenarial (CCAS, communautés de communes, associations caritatives, etc.) et est mise en œuvre de manière territorialisée avec une volonté commune de lutter contre la précarité, l'isolement et d'accompagner les plus fragiles en proximité.

Dans les 6 Aveyron Services #solidarités (anciennes Maisons des Solidarités) réparties sur le territoire, les équipes accueillent et accompagnent les publics en difficultés sociales ainsi que dans près de 40 lieux de permanences et à domicile. Avec cet accompagnement social généraliste, il s'agit d'évaluer globalement les difficultés et besoins des personnes et de leurs familles, avant de les orienter vers des équipes plus spécialisées (protection de l'enfance, PMI, insertion, suivi personnes âgées-personnes en situation de handicap, etc...). Ce sont près de 350 agents pluridisciplinaires et complémentaires à l'action des France Services qui oeuvrent à accompagner les aveyronnais.

Avec cette nouvelle appellation Aveyron Services #solidarités, le Département a voulu rendre plus visible cette offre de services sociaux de proximité.

La mise en œuvre de dispositifs de développement social local vise à soutenir aussi les partenaires locaux avec des actions collectives favorisant le lien et la cohésion sociale à l'échelle d'un territoire (appels à projets).

État des lieux

Un accueil et accompagnement social généraliste renforcés :

- « Aveyron Services #solidarités » confortées comme antennes de la MDPH.
- Travail sur la formalisation d'un référentiel départemental « accueil » en Aveyron Services pour de meilleures modalités d'accueil, d'information et d'orientation des Aveyronnais.
- Convention de partenariat entre les Aveyron Services et les France Services affirmant la nécessaire complémentarité des professionnels et le travail en réseau.
- Mise à plat de l'offre de services des Aveyron Services #solidarités pour une meilleure visibilité, lisibilité et accessibilité.

En matière de développement social local :

- Renouvellement des appels à projets annuels : culture et lien social, sport et lien social, trophées de la solidarité.
- Participation aux travaux et actions des Conventions Territoriales Globales (CTG), des Contrats Locaux de Santé, des contrats de politique de la ville, des programmes alimentaires territoriaux (PAT), etc...
- Mise en place d'ateliers collectifs locaux dans les Aveyron Services mobilisant les usagers (autour de la parentalité, des soins aux jeunes enfants, de la gestion budgétaire, etc...).
- Soutien et association aux projets locaux, à travers des subventions à caractère social ou la mobilisation des professionnels aux projets.

Chiffres clés

Accueil et accompagnement social généraliste :

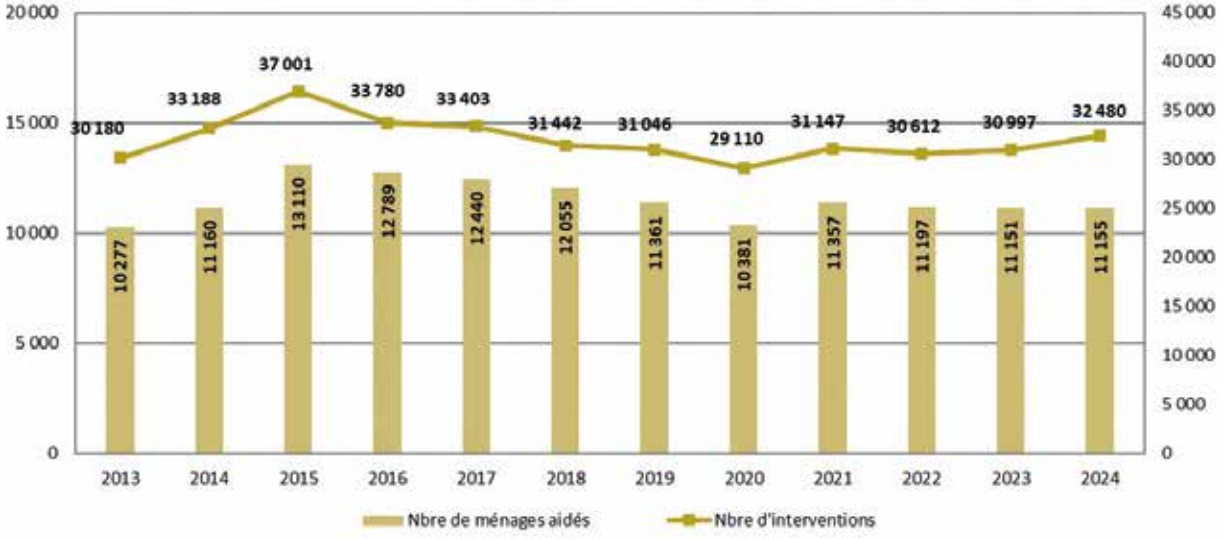
- Au niveau du guichet d'accueil des Aveyron Services #solidarités : **13 582 accueils réalisés** (4 622 accueils physiques/ 8 960 accueils téléphoniques).
- Au niveau des assistantes sociales généraliste (ASG) : **11 155 ménages aveyronnais aidés / 32 480 interventions réalisées.**
- Plus de **40 lieux d'accueil et de permanences** sur le Département.

Moyens

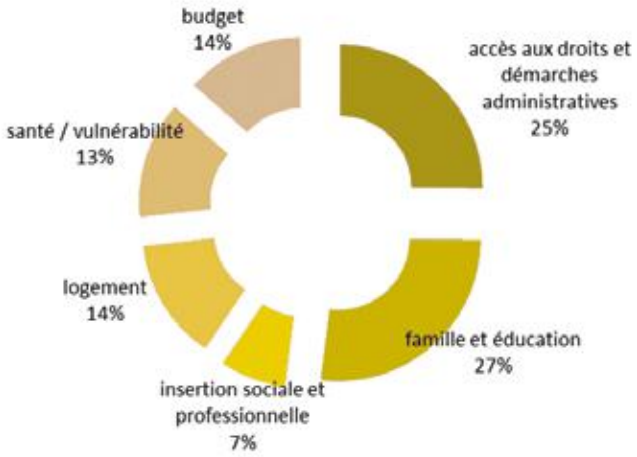
Près de **350 agents répartis dans les 6 Aveyron Services #solidarités.**

62 310 € au titre des dispositifs de développement social local .

Évolution du nombre de ménages aidés et du nombre d'interventions sur l'année



Répartition des motifs d'intervention sur le département



Perspectives

- Mise en œuvre du référentiel accueil et mise en réseau des points d'accueil localement pour faciliter l'accès aux droits sociaux.
- Développement d'outils collaboratifs et de suivi d'activité.
- Lancement des travaux, en partenariat avec l'État, du Contrat Local des Solidarités visant à limiter le non recours aux droits.
- Poursuite du travail de partenariat avec les France Services et nouveaux conventionnements avec les organismes de protection sociale apour une meilleure veille sociale.
- Poursuite des ateliers collectifs.

Renforcer la lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales

2024 > mise en place de 3 intervenantes sociales.
2025 > développement partenarial conforté.

La prévention et la protection des personnes adultes vulnérables constituent l'une des missions fondamentales de l'action sociale et médico-sociale.

À ce titre, le Département pilote le dispositif de protection administrative (Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)

- recueille et traite les signalements de majeurs (Informations Majeurs Signalés),
- assure le lien avec les autorités judiciaires,
- apporte son expertise aux professionnels et aux particuliers,
- pilote la mise en œuvre du Schéma Départemental Prévention et Protection des Majeurs en Situation de Vulnérabilité.

C'est dans le cadre de cette mission qu'il participe également à la prévention et à la lutte contre les violences faites aux femmes.

État des lieux

Le Département met en place en partenariat financier avec l'État (par convention) 3 intervenants sociaux dans les commissariats et gendarmeries (une par arrondissement). Ils sont chargés d'accueillir, de conseiller, d'orienter les personnes en détresse sociale (situations repérées par les forces de sécurité alors d'interventions).

Chiffres clés

En matière de protection des majeurs :

- **120 signalements de majeurs vulnérables.**
- **68 demandes de protection** introduites au parquet civil.
- **37 recueils de renseignement** du parquet civil.

Dont en matière de lutte contre violences conjugales et intrafamiliales/interventions sociales en commissariats et gendarmeries :

- **579 victimes ont été reçues** représentant 1052 entretiens et 424 mises en lien avec des partenaires.
- **65 % sont signalées en zone gendarmerie et 35 % en secteur police.**
- **Plus de 80 % des personnes accueillies sont des femmes.**
- **74 % sont victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles.**

Moyens

Recrutement des intervenants sociaux :
Co-financement des postes à 80 % par l'État la première année, **et 50 %** la seconde **soit 105 000 € en 2024**.

Perspectives

- Poursuite du travail de partenariat visant à inscrire l'activité des professionnelles en complémentarité des associations d'aide aux victimes et des équipes des Aveyron Services.
- Formalisation d'outils de repérage et d'un référentiel partagé de ressources pour une meilleure prise en charge : santé ; accès aux droits ; logement...
- Travail conjoint lancé avec l'État en faveur des femmes seules avec enfants et sans solution de logement, notamment suite à violences conjugales.

Renforcer des actions de prévention petite enfance

2024 > actions collectives renforcées pour « aller vers ».
2025 > déploiement de nouveaux centres de santé sexuelle.

Il s'agit pour le Département de :
- Renforcer les actions de prévention de risque de danger pour les enfants et notamment auprès du jeune public.
- Renforcer les actions de Protection Maternelle et Infantile (PMI).
- Favoriser l'accès à un mode de garde petite enfance
- Travailler en faveur des 1 000 premiers jours de l'enfant.
- Développer une politique de recrutement des professionnels de santé.
- Apporter des réponses innovantes et souples en matière de prévention auprès des familles et au domicile des familles d'accueil.
- Développer un soutien ponctuel et un relais au domicile des familles et au domicile des familles d'accueil.
- Mettre en place une équipe médico-sociale mobile de la collectivité.

État des lieux

- Actions collectives à destination des familles.
- Convention « Lire et Faire lire » avec la ligue de l'enseignement et l'UDAF.
- Formations et renforcements des compétences des professionnels.
- Nouveaux outils de communication à destination des familles.
- Nouveau logiciel de PMI : formation et déploiement.
- Accueil des internes de médecine générale en PMI.
- Schéma des services aux familles : page web de l'Agence Départementale de l'Attractivité et du Tourisme « Devenir Assistant Maternel » sur le parcours de l'assistant maternel ; travail en lien avec la CAF sur la qualité et la sécurité des enfants au sein des modes d'accueil du jeune enfant ; création d'un observatoire de l'offre d'accueil de la petite enfance...
- Centres de Santé Sexuelle : renouvellements des conventions et projets de déploiement en interne sur le territoire.

Chiffres clés

552 femmes ont été rencontrées par les 4 Sages-Femmes en 2024 :
- **746 visites à domicile,**
- **682 consultations réalisées,**
- **86 entretiens prénatals précoces.**

5 890 consultations réalisées par 9 médecins PMI dans 23 lieux de consultations :
96 % des enfants de 3-4 ans inscrits en école maternelle en Aveyron ont bénéficié d'un bilan de santé réalisé par les infirmières du service PMI dans un objectif de dépistage des troubles de développement physique ou psycho affectif, des troubles du neuro développement et des troubles sensoriels.

En 2024, le Département compte **991 assistantes maternelles** agréées pour 3 441 places d'accueil et 254 assistants familiaux agréés.

Perspectives

- Ouverture du centre de santé sexuelle de Decazeville en Février 2025.
- Ouverture du centre de santé sexuelle d'Espalion.
- Mobiliser et investir les instances partenariales, alimenter la communication grand public afin de rendre les actions de la PMI visibles et de garantir l'accès à ses services et actions collectives pour les publics les plus vulnérables.

Accompagner les enfants à difficultés multiples, prendre en charge les mineurs non accompagnés et valoriser le métier de familles d'accueil

2024 > D-Clic 12, exemple de transversalité.
2025 > Développement de l'offre d'accueil.

La protection de l'enfance constitue une compétence majeure du Département. À ce titre, il s'agit de faire évoluer l'offre d'accueil afin d'apporter une réponse adaptée et de proximité aux enfants et à leur famille, en lien avec les nombreux partenaires du territoire.

État des lieux

- Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Prévention et de Protection de l'Enfance, convention Département - Préfet - Agence Régionale de Santé (mise en œuvre avenant 2 et signature avenant 3)
- Participation aux travaux du Schéma des Services aux Familles.
- Organisation d'une journée interprofessionnelle et partenariale « La protection de l'enfance : un objectif partagé par les partenaires » le 28 novembre 2024 (261 participants).
- Réunion de l'Observatoire Départemental de l'Enfance en Danger (ODPE) le 22 novembre 2024.
- Elaboration du plan de contrôle des établissements et services de protection de l'enfance, et contrôle de 4 Lieux de Vie et d'Accueil.
- Signature et mise en œuvre du CPOM avec l'association Millau Ségur.
- Signature de la convention de partenariat avec le Dispositif de clinique indirecte concertée (D-CLIC12), coordination entre les professionnels qui interviennent auprès des jeunes à problématiques multiples.
- Inauguration et signature du protocole de mise en place opérationnelle d'une unité pédiatrique enfance en danger (UAPED) en Aveyron.
- Signature de la convention de partenariat entre le Département, la Ville de Rodez et le Collège Fabre relative à l'utilisation de locaux scolaires pour des jeunes mineurs isolés étrangers pris en charge par la collectivité.
- Formation en interne et accompagnement des nouveaux professionnels de protection de l'enfance (2 sessions organisées).
- Réflexion sur l'évolution du dispositif d'accueil de protection de l'enfance : projet d'évolution du nombre de places d'accueil et projet de création d'un dispositif d'accueil pour des mineurs protégés et en situation de handicap.
- Rédaction du cahier des charges d'un dispositif à double autorisation ARS et Département accompagnant des mineurs protégés et en situation de handicap.

Chiffres clés

Au 31/12/2024 :

- **869 enfants et jeunes majeurs accueillis au titre de la protection de l'enfance** dont 234 mineurs ou majeurs non accompagnés confiés au Département.
- **775 enfants et jeunes majeurs suivis à domicile.**

En 2024 :

- **2 335 mesures d'Aide Sociale à l'Enfance mises en œuvre** (hors MNA) dont 1 428 à domicile, 794 en accueil et 113 aides aux jeunes majeurs.
- **253 mineurs non accompagnés mis à l'abri** en vue d'évaluation de leur isolement et de leur minorité.
- **797 informations préoccupantes sur la situation de 1 446 enfants** ont été communiquées à la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP).
- **4 agréments en vue d'adoption attribués.**

Moyens

Budget global de **30 140 095 € dont près de 83 % sont consacrés à l'hébergement des jeunes confiés.**

Perspectives

- Organisation d'une journée interprofessionnelle et partenariale en novembre 2025.
- Réunion de l'Observatoire Départemental d'Enfance en Danger (ODPE) en novembre 2025.
- Travaux ODPE :
  - rencontre partenariale pour structurer l'ODPE,
  - travail sur la participation des jeunes à l'ODPE.
- Mise en œuvre du plan de contrôle des établissements et services de protection de l'enfance.
- Poursuite de la formation en interne et accompagnement des nouveaux professionnels de protection de l'enfance.
- Révision des conventionnements CRIP/Education Nationale.
- Révision des conventionnements MNA avec la préfecture, le tribunal et l'éducation nationale.
- Participation au déploiement du D CLIC et de l'UAPED.
- Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille - MDEF :
  - Inauguration des nouveaux locaux de l'Accueil Familial à la MDEF en mars 2025,
  - Ouverture d'une unité d'accueil MNA dans l'internat de Fabre en avril 2025,
  - Dernière phase des travaux septembre 2025 et aménagements des locaux provisoires des groupes enfants et adolescents hors site (INSPE et locaux SERA).
- Publication de l'appel à candidatures pour la création d'un dispositif à double autorisation ARS et Département accompagnant des mineurs protégés en situation de handicap. Mise en œuvre projetée en septembre 2025.
- Publication d'un appel à projet pour la création de places d'accueil en MECS.
- Travaux sur une nouvelle organisation des missions de Protection de l'Enfance.

Famille d'accueil.

Mobilisation pour l'emploi, l'insertion et le recrutement

2024 > 16 forums de l'emploi organisés.
2025 > des actions ciblées transport et artisanat.

Le Département se mobilise, en partenariat avec les acteurs du réseau pour l'emploi et les partenaires de l'insertion, pour agir sur les problématiques de recrutement rencontrées par les entreprises et permettre aux publics, en recherche d'emploi ou en insertion, de retrouver un emploi.

État des lieux

Le Département participe à l'organisation de forums ou rencontres pour l'emploi, réunissant sur un même lieu les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active demandeurs d'emploi et les entreprises qui recrutent.

Ces rencontres de l'emploi sont organisées avec les acteurs du réseau de l'emploi, l'opérateur France travail, la Mission Locale Départementale et Cap emploi. Ces rencontres se tiennent en association avec les EPCI et les entreprises localement concernées.

Chiffres clés

16 forums de l'emploi organisés, notamment à Rodez, Millau, Villefranche-de-Rouergue et Decazeville, mais aussi à Saint Geniez d'Olt, Najac, Espalion, Saint-Affrique ou Capdenac.
264 bénéficiaires du RSA présents et accompagnés vers les entreprises.

Moyens

17 164,56 € ont permis de mener ces actions.

Perspectives

- Faire vivre les instances du réseau pour l'emploi avec la réunion du comité départemental et des comités locaux avec :
  - Le déploiement de l'accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA,
  - La mise en œuvre des actions de la plateforme des métiers de l'autonomie,
  - Une initiative sur l'accompagnement des travailleurs indépendants qui sont au RSA.

- Calendrier des rencontres pour l'emploi à établir pour une meilleure coordination :
  - organisation des forums de l'emploi,
  - organisation d'évènements lors de semaines thématiques (industrie, autonomie etc...),
  - organisation d'évènements ciblés : projet avec la filière des transporteurs, projet avec la chambre des métiers et de l'artisanat.

- Poursuivre l'organisation des rencontres pour l'emploi dans le cadre de la feuille de route de la « relation entreprise » et des actions du réseau pour l'emploi (salons emploi de Rodez et Millau, salons emplois organisés avec des EPCI) avec l'appui de nos partenaires de placement dans l'emploi, France travail, les Espaces Emploi Formation ou Talenvies.

- Organisation d'opérations de recrutement de contrats aidés avec les collectivités et les associations, notamment dans le cadre des contrats de ville et des quartiers prioritaires.

Forum emploi 26 fevrier 2024 à St-Geniez.

Droits et devoirs des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

2024 > -7,7 % de foyers bénéficiaires du RSA (4 517 personnes au total).
2025 > généralisation de l'accompagnement rénové.

Renforcer les devoirs des bénéficiaires du RSA dans l'objectif d'une insertion professionnelle et d'un retour plus rapide vers l'emploi. Maîtriser la dépense de la prestation RSA.

État des lieux

Le Département accompagne les personnes en situation d'exclusion sociale ou professionnelle pour leur permettre de retrouver un emploi ou de favoriser leur insertion sociale.

Ainsi, il pilote et met en œuvre la politique d'insertion envers les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active. Il finance l'allocation et met en place un accompagnement social ou professionnel des personnes. Au 31 décembre 2024, les services du Département accompagnent 41 % des bénéficiaires du RSA, France Travail (35 %), les autres partenaire (24 %).
Depuis mai 2023, le Département a expérimenté l'accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA, d'abord sur le territoire de Villefranche-de-Rouergue/Decazeville, puis de Millau/Saint-Affrique à compter de septembre 2024 avec une équipe dédiée en lien étroit avec France Travail. Parallèlement des dispositifs partenariaux permettent des accompagnements collectifs ou des accompagnements individuels vers l'emploi dans le cadre du nouveau contrat d'engagement.

Chiffres clés

- **3 825 foyers bénéficiaires du RSA (- 7,27 % en 2024)**
- **8 205 personnes couvertes.**
- **933 personnes accompagnées** par le dispositif de la Garantie d'activité départementale, pour la création d'entreprise (390) ou la recherche d'emploi salarié (543).
- **Signature de 102 nouveaux contrats aidés** dans les secteurs marchands ou non marchands et signature de 157 contrats dans une structure d'insertion économique.

Accompagnement rénové :
1 564 bénéficiaires du RSA concernés par l'expérimentation débutée en mai 2023 sur Villefranche-de-Rouergue/Decazeville, et 1 394 sur le territoire de Millau/Saint-Affrique.

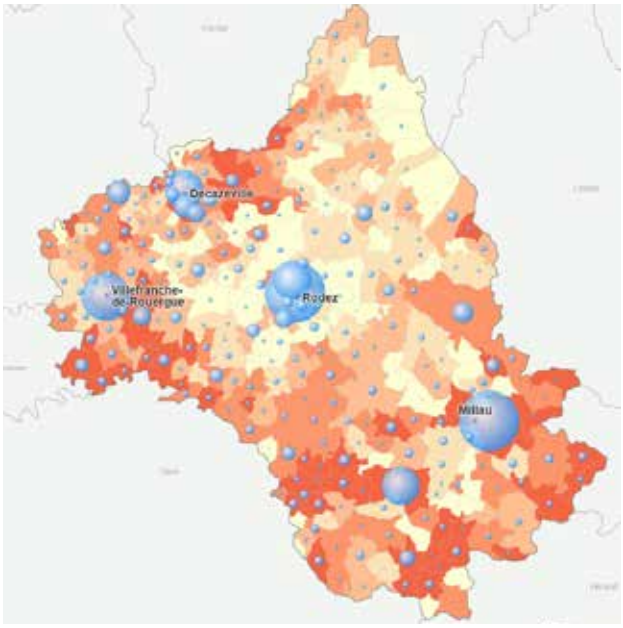
Moyens

- **26 025 665 € pour le paiement de l'allocation RSA.**
- **4 945 553 € au titre des dispositifs d'insertion.**

Accompagnement rénové : des équipes insertion dédiées comprenant 24 personnes localement.

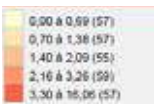
Perspectives 2025

- Généralisation de l'accompagnement rénové dans le cadre de la loi Plein Emploi sur l'ensemble du Département de l'Aveyron avec la couverture des territoires de Rodez, Pays Ségala, Lévézou et du Nord-Aveyron.
- Poursuite du développement des outils numériques de partage d'information pour le suivi de parcours des bénéficiaires du RSA : Suivi de parcours, Ouiform, DORA
- Intégration des dispositions légales et réglementaires issues de la loi pour le Plein Emploi (orientation, accompagnement 15 heures d'activité par semaine, contrat d'engagement).



© Géoclip - IGN Admin Express 2023

Foyer RSA au 31/12/2024



Ratio BRSA / Population active (%)

Expérimenter une plateforme globale de prise en charge des personnes âgées

Conforter et développer le dispositif de coordination des parcours des personnes âgées

2024 > lancement de la préfiguration du SPDA.
2025 > mise en oeuvre des 1ères actions.

Faire émerger un nouveau modèle de prise en charge globale et coordonnée du parcours des personnes âgées de 60 ans : préfiguration du Service Public Départemental de l'Autonomie.

Maintenir et conforter le dispositif « Point info seniors » et atteindre la couverture totale du Département.

État des lieux

Préfiguration du futur service public départemental de l'autonomie (SPDA)
Plusieurs ateliers partenariaux se sont tenus pour contribuer au cahier des charges national du SPDA et des fiches actions ont été proposées pour le mettre en œuvre.
Cette phase de préfiguration a pris la suite de la réflexion sur un modèle de plateforme globale de prise en charge au vu de l'objectif du SPDA (coordonner l'action des différents acteurs pour fluidifier le parcours des personnes âgées, en situation de handicap et des aidants).

Conforter le dispositif Point Info Seniors
- Depuis le 1er janvier 2024, la coordination gérontologique est structurée autour de dix-huit Points info seniors portés par des intercommunalités ou des associations.
- 99 % du département est couvert par un Point info seniors conventionné.
- Accompagnement de la réorganisation des points info séniors sur le sud du département : création de 3 nouveaux Points info seniors avec ouverture au 1er janvier 2024.
- Adaptation des modalités de financement : Proposition d'une dotation complémentaire de 10 000 € soumise à conditions pour l'embauche de 0,5 ETP supplémentaire : accordée à 4 Points info seniors en 2024.

Chiffres clés

- **18 Points info seniors** conventionnés couvrant 99 % du département.
- **15118 personnes accueillies et orientées.**

Moyens

- **Service Public Départemental de l'Autonomie :** 80 000 € attribués au Département par la CNSA dans le cadre de la préfiguration + appui d'un cabinet de consultants pris en charge par l'État.

- **Points seniors :**
787 000 € pour la pirse en charge des accueils.

Perspectives

- Installer la gouvernance du Service Public Départemental de l'autonomie
- **Points info seniors :**
coordination avec les autres dispositifs dans le cadre du déploiement du SPDA.

Innover pour améliorer la prise en charge à domicile

2024 > ouverture de 2 résidences autonomie.
2025 > nouvelle offre à domicile et offre intermédiaire du schéma de l'autonomie

Innover pour réunir les conditions d'un maintien à domicile de qualité grâce à :

- la mise en œuvre de la réforme des Services d'Aide à Domicile aux côtés de l'ARS.
- la contractualisation avec les SAAD pour améliorer la qualité de service rendu.
- une politique de l'habitat favorisant le parcours résidentiel à mi-chemin entre le « tout collectif » et le domicile : adaptation des logements et nouvelles formes d'habitat (inclusif, intermédiaire, partagé relevant ou pas du secteur médico-social...)
- un dispositif de relayage pour soutenir les aidants qui accompagnent au quotidien les personnes en perte d'autonomie.

État des lieux

- Contractualisation avec 5 SAAD (sur 14 au total) dans le cadre de la mise en place de la dotation qualité.
- Mise en place et octroi de l'aide à la vie partagée pour les personnes qui résident dans des habitats labellisés « inclusifs » (pour mémoire 18 habitats labellisés).
- Mise en œuvre du conventionnement avec la CNSA pour bénéficier d'un soutien pour accompagner la transformation des services à domicile, les moderniser, les professionnaliser, soutenir les aidants et promouvoir l'accueil familial.
- Financement d'actions de prévention dans le cadre du plan d'action défini par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie.
- Lancement d'un nouvel appel à candidature habitat inclusif pour compléter la couverture territoriale.
- Renouvellement du soutien financier apporté au dispositif de relayage pour les aidants.
- Ouverture de 2 résidences autonomie, de 14 logements à Saint-Amans-des-Côts (16 places), et de 29 logements à Rodez (44 places).Appel à projets pour la création de 15 places d'accueil de jour pour personnes âgées dépendantes : ouverture de 6 places adossées à l'EHPAD de Réquista.

Chiffres clés

- **6 151 bénéficiaires de l'APA à domicile** instruite et versée par le Département.
- **5 417 interventions à domicile des Maisons des Solidarités Départementales** (renommées Aveyron Services) dans le cadre de l'APA domicile.
- **24 Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD)** autorisés par le Département dont 9 sont tarifés et 14 qui bénéficient de la dotation qualité.
- **2 services autorisés** adossés à une Résidence Service.

Moyens

CA 2024 :

- **APA à domicile : 30 611 972 €.**
- **Dotation qualité : 3 460 459 € versé aux 14 SAAD.**
- **Aide à la vie partagée : 375 676 € versé aux gestionnaires des habitats inclusifs.**
- **Forfait autonomie : 152 531 € versé aux Résidences Autonomie.**
- **Actions de prévention : 656 068 €** (Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie).

Perspectives

- Adoption du prochain Schéma Autonomie comprenant l'offre à domicile et l'offre intermédiaire.
- Poursuite des travaux pour mettre en œuvre la réforme des services à domicile et la transformation en service autonomie à domicile (mixte ou aide).
- Lancement d'un nouvel appel à candidatures pour la dotation qualité.
- Mise en œuvre des actions planifiées dans le cadre de la convention signée avec la CNSA pour soutenir le Département dans son accompagnement des services à domicile et des aidants.
- Elargissement du fonds d'urgence pour soutenir les structures médico-sociales du secteur personnes âgées aux SAAD.
- Poursuite des travaux engagés pour renforcer l'attractivité des métiers de l'autonomie.
- Suivi des habitats inclusifs labellisés et conventionnement pour 5 nouveaux projets.
- Candidature à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la CNSA pour soutenir les Départements dans leurs politiques.

Soutenir et moderniser les EHPAD pour améliorer les conditions de prise en charge, renforcer l'attractivité des métiers de l'autonomie

2024 > 1er EHPAD de demain en construction.
2025 > adoption du schéma autonomie.

État des lieux

- Préparation du nouveau Schéma Autonomie et de ses orientations en matière d'évolution de l'offre pour les personnes âgées pour les 5 prochaines années (diagnostic territorial et ateliers avec les partenaires.
- Réflexion lancée sur la structuration territoriale de l'offre et l'évolution des EHPAD.
- Poursuite des travaux pour la création du premier «EHPAD de demain» aveyronnais à Onet-le-Château.
- Suivi de projets complexes d'EHPAD en lien avec l'ARS.
- Réunions commission de fonds d'urgence pour soutenir les EHPAD en difficultés : 5 nouveaux EHPAD ont pu bénéficier d'une aide financière.
- Habilitation de 72 nouvelles places d'aide sociale en 2024.
- Actions de la plateforme des métiers de l'autonomie : organisation de la semaine des métiers de l'autonomie, partenariats avec des acteurs de l'insertion pour préparer à ces métiers, animations de réflexions et d'ateliers avec les partenaires (communication, marque employeur, etc...).

Chiffres clés

- **62 EHPAD.**
- **5 067 places autorisées en EHPAD** dont 60 places d'hébergement temporaire.
- **109 places d'accueil de jour** dont 12 places en accueil de jour autonome.
- **3 575 places habilitées à l'aide sociale.**

Moyens

- **APA en établissement : 22 532 923 €.**
- **Aide sociale à l'hébergement : 11 349 660 €.**

Perspectives

- Adoption des orientations du nouveau schéma d'autonomie
- Elaboration du projet « Aveyron démonstrateur dans la mise en œuvre des politiques publiques liées au Grand Âge et à l'Autonomie ».
- Participation au programme régional d'inspection.
- Lancement d'appel à candidatures conjoints avec l'ARS pour la création de places en :
  - hébergement temporaire dédié aux sorties d'hospitalisation,
  - hébergement temporaire pour personnes âgées dépendantes sur le secteur du Villefranchois,
  - accueil d'urgence de nuit.
- Mise en œuvre du décret sur le tarif différencié en EHPAD (publication 31/12/24).

Améliorer la réponse de proximité aux usagers en situation de handicap

2024 > déploiement de permanences MDPH sur le territoire.
2025 > de nouveaux points de contact sur le territoire.

Déployer des moyens et des réponses de proximité pour répondre aux besoins des personnes en situation de handicap.
Créer des antennes de la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (MDPH) pour garantir un accueil territorial de proximité.
Poursuivre la transformation de l'offre pour une meilleure réponse aux besoins, notamment pour les personnes aux troubles autistiques, psychiques et les personnes handicapées vieillissantes.

État des lieux

- Pilotage de l'activité de la MDPH par mission pour améliorer le service rendu aux usagers notamment en terme de délais de réponse.
- Couverture de l'ensemble du territoire par des antennes de la MDPH au sein des Aveyron Services permettant ainsi d'apporter des réponses de proximité.
- Renouvellement de 2 Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec des associations gestionnaires de structures et lancement de la démarche avec un 3ème gestionnaire.
- Lancement des travaux sur le nouveau Schéma Autonomie.

Chiffres clés

- **29 425 personnes** ont au moins un droit ouvert à la MDPH.
- **7 983 dossiers déposés** à la MDPH représentant 19 477 demandes.
- **965 personnes ont été accueillies dans les antennes de la MDPH** au sein des Aveyron Services #solidarités.
- **2 316 bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap - PCH** (versée par le Département).

Moyens

- **Aide sociale à l'hébergement : 40 359 975 € .**
- **Prestation de Compensation du Handicap : 14 433 560 €.**

Perspectives 2025

- Optimiser les circuits de traitement des demandes déposées à la MDPH et améliorer la qualité du service rendu.
- Développer dans le cadre du Service Public Départemental de l'Autonomie de nouveaux points d'accueil auprès d'autres partenaires de proximité pour améliorer le maillage du territoire.
- Vote du nouveau schéma autonomie et de ses orientations en matière d'offre pour les personnes en situation de handicap pour les cinq prochaines années.

Défi n°7
#Mobilités

Le Département se donne de nouveaux objectifs de développement des mobilités douces et assure la sécurité sur ses 5 911 km de routes départementales. En parallèle, il se mobilise pour l'ouverture du territoire vers l'extérieur (transport ferroviaire, avion, etc.).

Modernisation du réseau routier départemental

2024 > modernisation de la RD 911.
2025 > modernisation de la RD 997.

Le projet départemental au travers d'un programme pluriannuel d'investissement (PPI), définit comme prioritaire la pérennisation et la modernisation du réseau routier départemental.

Cette politique routière a pour objectifs :
- le désenclavement du territoire,
- la sécurité et le confort des usagers,
- l'attractivité économique et touristique de l'ensemble du territoire aveyronnais,
- d'améliorer la prise en compte de la protection de la biodiversité et de l'environnement dans tous les projets et travaux routiers.

État des lieux

RD911– Section du Bois du Four :
La route départementale n° 911 constitue un itinéraire structurant du territoire, reliant l'A20 (Cahors) à l'A75 (Millau) via Villefranche de Rouergue et Rodez.
Ayant pour objectif, au travers de l'amélioration des caractéristiques géométriques de l'infrastructure, de sécuriser cet axe, cette opération, comme tout projet départemental, se veut exemplaire d'un point de vue environnemental : mise en œuvre de la démarche ERC (Eviter, Réduire, Compenser) et mesures d'accompagnement complémentaires dans toutes les phases du projet, études et travaux.
Le Département est également attentif à réduire la gêne à l'activité agricole (rétrocessions dans la mesure du possible, rétablissement des dessertes et des clôtures).
Cet aménagement, entièrement porté et financé par le Département, a débuté en septembre 2023 et a été livré à l'automne 2024, pour un coût total de 4,8 millions d'euros.

RD997 – Côte de Colombiès :
La route départementale n° 997 assure la liaison entre Rignac et Baraqueville. La mise en service de la RN88 entre La Mothe et Baraqueville a renforcé l'attractivité de la RD997, facilitant ainsi l'accès à la RN88 pour le bassin Rignacois.
Le projet consiste à améliorer les caractéristiques géométriques de la RD997, sécuriser les différents carrefours et créer un créneau de dépassement.
Cet aménagement, entièrement porté et financé par le Département, a débuté en septembre 2024 et sera livré à l'automne 2025, pour un coût total de 2,2 millions d'euros.

Chiffres clés

- **6 000 km de routes départementales**, 2ème réseau routier d'Occitanie.
- **1 500 ponts et 56 ha de murs de soutènement.**

Moyens

- **En 2024, 30,7 millions d'euros** investis sur le réseau.

Perspectives

- Contrat de Plan État- Région / avenant mobilités : signature des conventions d'application pour les études et travaux d'aménagement de la RN 88 : Rocade de Rodez et section Rodez-A75 ; et poursuite des études.
- Finalisation de l'étude d'impact de la liaison RN 88 (Le Lachet) – RD911 (Flavin), opération qui permettra de désengorger le trafic dans la traverse de La Primaube.
- Poursuite des études d'amélioration de la desserte routière du site du futur hôpital médian sud aveyronnais.
- Achèvement de la 1ère tranche de la Côte de Colombiès sur la RD 997.
- Poursuite de l'aménagement de la Côte de Colombiès sur la RD 997 avec la 2ème tranche et la création d'un créneau de dépassement de 500 mètres.
- Aménagement d'un créneau de dépassement dans la Côte du Pouget sur la RD 911.

Gestion des ouvrages de franchissement (ponts et tunnels) et des ouvrages de confortement et soutènement (murs et parades rocheuses)

2024 > réhabilitation du Pont Neuf de St-Affrique.
2025 > réhabilitation du Pont de Brousse-le-Château.

La mise en place de la surveillance systématique des ponts depuis pratiquement 35 ans permet ainsi d'avoir une bonne connaissance du patrimoine et de son évolution. Ce qui permet d'établir une programmation des opérations de réparation en privilégiant les ouvrages les plus dégradés situés sur les itinéraires présentant l'importance fonctionnelle la plus importante (trafic, impact économique d'une restriction de circulation...).

État des lieux

Réhabilitation du Pont Neuf de Saint-Affrique :
Construit en 1793 et élargi en 1892 avec l'ajout d'encorbellements pour les trottoirs, le Pont Neuf de Saint-Affrique permet à la RD 999 de franchir la Sorgue. Long de 50 mètres et large de 10,20 mètres, son trafic quotidien est de 7 000 véhicules, dont 350 poids lourds. Avec le temps, les encorbellements et les garde-corps se sont dégradés, nécessitant une réhabilitation pour sécuriser l'ouvrage et l'adapter aux mobilités douces. Les travaux, réalisés d'avril à septembre 2024, se sont déroulés en deux phases afin de limiter la gêne aux usagers. De mars à juin, l'intervention a concerné la partie aval du pont, avec un maintien de la circulation sur le côté amont. De juin à septembre, les travaux ont basculé sur la partie amont, avec l'aménagement d'une chaussée provisoire sur la partie aval. La nuit du 23 au 24 septembre, la circulation a été interrompue pour la réalisation de la chaussée définitive. Le projet, d'un coût total de 970 000 € TTC, a été financé par le Département de l'Aveyron avec une participation de la Commune de Saint-Affrique à hauteur de 52 000 € HT. Afin de préserver l'accessibilité des commerces et des exploitations agricoles, une organisation spécifique du chantier a été mise en place. De plus, dans une démarche de développement durable, les volutes des anciens garde-corps ont été réutilisées.

Cette réhabilitation a permis de renforcer la sécurité des usagers tout en préservant l'identité patrimoniale du pont.

Chiffres clés

- **1 500 ponts et 9 tunnels** (sont considérés comme pont toutes les constructions permettant de franchir une brèche -cours d'eau, voie de circulation...- et ayant une ouverture supérieure à 2 mètres).
- **valeur de ce patrimoine estimée à 555 millions d'euros.**

Moyens

- 5 700 000 € ont été investis en 2024.

Perspectives

Réhabilitation du Pont de Brousse-le-Château :
Le pont de Brousse-le-Château (RD 54), situé à l'entrée de l'agglomération, permet de franchir le Tarn. Cet ouvrage de 123 mètres de long et 5,50 mètres de large, composé de poutres métalliques et d'une dalle en béton armé sur des appuis en maçonnerie, présente des signes avancés de dégradation. Des défauts de conception et de fonctionnement ont été relevés, notamment une corrosion avancée des éléments métalliques, des problèmes d'évacuation des eaux et un manque de stabilité de la culée côté RD902.
Inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement 2022-2035, ce projet de réparation est estimé à 3 000 000 € TTC.
Ce projet s'inscrit dans le périmètre des Monuments Historiques de Brousse-le-Château et a fait l'objet d'une étude architecturale validée par les services de l'UDAP. En parallèle, la commune de Brousse-le-Château prévoit un réaménagement des abords de la RD902 afin de sécuriser l'accès au pont et d'intégrer un stationnement dédié aux bus touristiques.
Les travaux se dérouleront de septembre 2025 à mai 2027, avec plusieurs interruptions de la circulation. Afin de préserver l'activité touristique, aucune fermeture du pont n'est prévue en juillet et août 2026.

Sauvegarde des chaussées

2024 > décarbonation de chantiers de sauvegarde.
2025 > vers des techniques innovantes.

Le patrimoine routier est soumis aux effets du trafic, du vieillissement et des agressions climatiques. La « durée de vie » moyenne d'une chaussée se situe, en fonction de l'importance fonctionnelle de la route, entre 15 ans (réseau principal) et 20 ans (réseau secondaire).
Le Département investit donc chaque année pour « sauvegarder » ce patrimoine. Il s'agit de toutes les actions visant à assurer la pérennité du patrimoine et la sécurité des usagers, tel le renouvellement ou le renforcement périodique des couches de roulement.

État des lieux

- Réalisation d'une campagne de colmatage des fissures par pontages pour augmenter la durée de vie des couches de roulement sur les sections traitées ;
- Réalisation de chantiers au bilan carbone amélioré grâce à des techniques alternatives :
  - Enrobé coulé à froid sur le réseau principal,
  - Béton bitumineux à l'émulsion sur la RD904 (technique d'enrobé à froid),
  - Régénération par traitement en place à l'émulsion sur la RD48.

Chiffres clés

- **300 km traités (5 % du réseau total),**
- **25 000 t d'enrobés bitumineux,**
- **28 000 t de graves émulsion,**
- **135 ha d'enduit superficiel.**

Moyens

- **10 700 000 € investis.**

Perspectives

- Intégration de critères environnementaux sur les marchés d'enrobés à chaud.
- Ouverture à variante pour certains marchés, afin de permettre l'opportunité de substituer des techniques classiques de renforcement de chaussées par du retraitement en place.
- Expérimentation d'outils utilisant l'intelligence artificielle pour la reconnaissance du réseau et de ses dégradations.

Entretien et exploitation du réseau routier

2024 > équipement pour gestion immédiate des évènements.
2025 > Aveyron Services #mobilités.

Le Département œuvre quotidiennement pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier départemental.
Malgré des budgets de plus en plus contraints, le Département maintient au fil des années un effort financier conséquent pour satisfaire des objectifs de sécurité routière, et de bonne conservation du patrimoine. Avec 5 994 km de route, le réseau départemental représente un patrimoine stratégique, dont l'entretien contribue à l'équilibre et à l'attractivité des territoires aveyronnais.

État des lieux

Chiffres clés

- **33 agents pour 1 000 km de route :** l'un des ratios longueur de réseau/effectif les plus faibles de France.
- **Recours à la sous-traitance** pour des travaux de maçonnerie, de petits terrassements, d'assainissement, de fauchage / débroussaillage, de déneigement.
- **1 572 t de sel de déneigement** pour la campagne 2024-2025.
- **498 km de routes départementales (RD) traités pour des réparations de chaussée** au Point à Temps Automatique (PATA).
- **Signalisation horizontale renouvelée** sur 610 km de RD.
- **Réparation de 1 240 mètres de glissières** de sécurité.
- **Pose de 2 700 mètres linéaires de glissières de sécurité métalliques,** 140 mètres linéaires d'écrans pour motocyclistes et de 1 300 mètres linéaires de glissières béton.
- **Renouvellement de la signalisation verticale de police sur 90 km de RD.**
- **Renouvellement de la signalisation directionnelle de 15 carrefours entre RD.**
- **100 comptages temporaires.**
- **160 analyses de vitesse.**

Moyens

Les services routiers bénéficient de moyens matériels, humains et financiers conséquents :

- **31 Unités Territoriales qui regroupent 200 adjoints techniques, encadrés par 31 chefs d'Unités, ainsi qu'une équipe de 11 agents en charge de travaux spécialisés (marquage, élagage, glissières ...).**
- **budget de fonctionnement réalisé pour l'exploitation de la route s'est élevé à 8 115 000 €.**

Perspectives

- **Une révision du programme de marquage horizontal est à l'étude pour prendre en compte les itinéraires les plus circulés et à fort enjeux de sécurité.**
- L'intégralité du parc des tablettes GPS embarquées dans les véhicules des équipes exploitation a été renouvelé fin 2024 – début 2025, représentant 160 équipements modernisés et sécurisés. Ces tablettes intègrent dorénavant des fonctions téléphone.
- Par ailleurs, de nouvelles modalités de relevés lors des patrouilles par le biais de l'outil tablette autorisent à présent une gestion fine des évènements sur réseau routier (interventions immédiates/à programmer).
- **Déploiement de la nouvelle dénomination Aveyron Services #mobilités pour plus de visibilité.**

Aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération

État des lieux

Le projet départemental accompagne les collectivités territoriales dans l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération. Ces aménagements urbains permettent d'améliorer le confort, la sécurité des usagers mais également d'embellir les traverses d'agglomération. Elles permettent également de prendre en compte les nouvelles mobilités et notamment les mobilités douces.

Moyens

1,4 millions d'euros au titre de ce programme.

Mobilités douces

2024 > concertation avec les intercommunalités.
2025 > plan vélo départemental.

Le projet départemental prévoit de favoriser l'usage du vélo par l'élaboration d'un schéma départemental des mobilités douces et la réalisation d'aménagements cyclables.

État des lieux

Dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental, en fin d'année 2023, le Département a engagé une phase de concertation avec les intercommunalités qui s'est achevée en fin d'année 2024.
La réflexion menée a conduit à la construction d'un plan vélo départemental qui sera proposé à la validation de l'Assemblée Départementale au mois de juin 2025.

Perspectives

- Mise en place en 2025 de la signalisation de la variante Aubrac de la V86, véloroute de la Vallée du Lot, entre Entraygues sur Truyère et Aubrac. Soit 55 km de réseau routier départemental secondaire à vocation touristique.
- Premières actions du plan vélo prévues en 2025 :
  - expérimentation d'une solution de sécurisation des cyclistes de la V86 sur la section en voie partagée de la RD 901 route de Conques, financé en partie dans le cadre de l'appel à projet AVELO3 de l'ADEME.
  - mise en œuvre du programme pluriannuel de jalonnement cylable sur le réseau inscrit au schéma directeur et de balisage des cols aveyronnais.
- Maîtrise d'ouvrage déléguée de l'étude de la V85-5 entre Millau et Roquefort pour accompagner au mieux les trois communautés de communes : Muse et Raspes du Tarn, Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons et Larzac et Vallées.
- Maîtrise d'ouvrage déléguée de l'étude de l'aménagement cyclable de l'ancienne voie ferrée entre Bozouls et Espalion pour le compte du SIVU SNCF Bertholène Espalion. Démarrage des travaux dont le financement est accompagné par le Fond Mobilités Actives de l'État en fin d'année 2025
- Accompagnement en ingénierie et en financement des projets de création de voies douces du bloc communal. Enfin, le Département prendra en compte, dans ses projets de modernisation, les besoins pour les mobilités douces identifiés dans le schéma départemental.

Aires de covoiturage

2024 > + 3 aires de covoiturage.
2025 > aires de covoiturage de Bessuejouls à Espalion et de Murat à Clairvaux.

Le projet départemental prévoit la révision du schéma départemental des aires de covoiturage qui devront être modernes et adaptées aux nouveaux besoins de mobilité.

État des lieux

En 2024, le Département a débuté une phase de diagnostic et d'étude de perspectives d'évolution du référentiel d'aménagement.
Sans attendre la révision de ce schéma, de manière à conforter l'offre de covoiturage, le Département a réalisé en 2024, 3 aires de covoiturages : aire du Mas Souyri à Villefranche-de-Rouergue, aire de Mur de Barrez, aire du Puech à Prades de Salars.

Aire de covoiturage du Mas de Souyri à Villefranche-de-Rouergue

Perspectives

- Construction du nouveau schéma départemental en concertation avec les communautés de communes.
- Réalisation des aires de Bessuéjouls à Espalion et de Murat à Clairvaux d'Aveyron et l'extension des aires de la Cavalerie et de Rignac-Belcastel.

Politique foncière

2024 > acquisition Ilôt Voltaire.
2025 > cession de bâtiments.

Les objectifs de la politique foncière du Département en faveur des mobilités et du patrimoine départemental :

- La sécurisation juridique des projets routiers et patrimoniaux en acquérant les emprises foncières bâties ou non bâties nécessaires,
- La négociation amiable afin d'éviter les procédures d'expropriation,
- La maîtrise des délais de transfert de propriété en rédigeant des actes de vente, d'échange, de servitude en la forme administrative conformément à l'article L 1311-13 du CGCT,
- La mobilisation de recettes par la cession de biens immobiliers bâtis non affectés et non nécessaires à nos besoins et de délaissés routiers,
- L'assistance des services du Département et des membres d'Aveyron Ingénierie,
- La définition d'une stratégie immobilière 2024-2027.

État des lieux

- **RN 88 projet de mise en 2X2 voies** : finalisation des procédures en cours (expropriations, 12 traités d'adhésion signés et payés), acquisitions complémentaires et gestion temporaire et précaire des emprises foncières non affectées (convention SAFER) ;
- **Réalisation de référés** : constat avant travaux d'aménagements routiers pour éviter des mises en cause abusives de la responsabilité du Département (RD 22 Nauviale - RD 997/285 pont neuf Belcastel - RD 997 Côte de Colombiès) ;
- **Acquisition des immeubles et terrains** dénommés Ilot Voltaire situé à Saint-Affrique pour le projet de réaménagement et construction de locaux pour Aveyron Services #Solidarités ;
- **Acquisition d'un terrain à Flavin**, mitoyen du centre technique départemental pour le projet d'installation de la MDA et de l'extension des archives départementales ;
- **Régularisation du transfert** au Département de la propriété des collèges publics de Baraqueville et Rieupeyroux ;
- **Définition et mise en œuvre d'une stratégie de cession immobilière** et harmonisation des loyers dans l'immeuble Sainte Catherine à Rodez ;
- **Approbation du plan de gestion de la forêt** départementale de Sénergues pour la période 2025-2044.

Chiffres clés

Les Commissions Permanentes du Département ont approuvé en 2024 :

- **L'acquisition de 367 parcelles soit 37ha 41a 57ca pour un montant de 296 894 €** (hors occupations temporaires, évictions).
- **La cession de 65 parcelles d'une superficie de 6ha 26a 56ca pour un montant de 49 839 €.**
- **Le préfinancement de parcelles** (acquises et gérées par la SAFER pour le compte du Département) **dans le cadre du projet de liaison le Flavin le Lachet** (12 ha 87 a 09 ca pour 117 575 €), et du projet d'aménagement d'une liaison routière entre les zones d'activités de La Glèbe (RD 926) et des Gravasses (RD 47) (2 ha 96 a 55 ca pour 6 920 €).
- **L'accord pour la cession fin 2027 de l'ensemble immobilier fleurs d'Aubrac** à Laguiole à l'association Soleil Evasion pour 1 300 000 € et l'augmentation du loyer à compter du 1er janvier 2025.

L'ensemble de l'activité foncière a généré un mandatement de 267 181 € dont 40 840 € au titre des préfinancements de parcelles. 219 actes ont été signés et payés en 2024 dont 218 actes dressés en la forme administrative (199 rédigés en interne et 19 rédigés par Aveyron Ingénierie) et un acte notarié.

Perspectives

- Cession des immeubles suivants : ancien Centre d'Exploitation de Naucelle sis ZA des Issarts, ancienne subdivision de Naucelle 10 cité du paradis, ancienne subdivision de Rieupeyroux, rue Saint Martial et anciens thermes de Sylvanès.
- Transfert de propriété des collèges d'Onet-le-Château et Naucelle.
- Optimisation des locations : résiliation des baux pour les locaux sis 24, rue Borelly à Villefranche-de-Rouergue et 64, avenue Charles de Gaulle à Millau.

Un département ouvert vers l'extérieur

2024 > Délégation à Volotea.
2025 > Développement de nouvelles destinations.

L'aéroport Rodez-Aveyron est un outil au service d'une politique de développement et d'attractivité du territoire.

Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Exploitation de l'Aéroport de Rodez-Aveyron a pour membres le Département, Rodez Agglomération, la Région Occitanie et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aveyron : il est propriétaire du site et déléguant pour la ligne Rodez-Paris ainsi que l'exploitation du site aéroportuaire.
L'aéroport est nécessaire au maintien et au développement des activités économiques et touristiques du territoire. Il offre une mobilité alternative à la route pour l'ouverture du département vers l'extérieur.
La volonté des élus au sein du Syndicat Mixte est de déployer une stratégie pour pérenniser et développer cette plateforme, en y accueillant de nouvelles activités liées à l'aéronautique et en développant les offres de destinations.

État des lieux

- Évolution de la gouvernance du Syndicat Mixte, les participations des membres étant fixées dorénavant de la manière suivante : Département 55 %, Région 22 %, Rodez Agglomération 22 %, CCI 1 %.
- Attribution de la Délégation de Service Public pour la ligne régulière Rodez-Paris à la compagnie VOLOTEA.
- Développement de la plateforme pour l'accueil de nouvelles activités :
  - Poursuite des travaux requalification des deux hangars aéronautiques, opération d'un montant total de 4,4 millions d'euros : livraison du hangar n°1 en décembre 2024.
  - Démarrage des travaux pour la construction de nouveaux locaux pour les services piste, opération d'un montant total de 1,1 millions d'euros.

Patrimoine exemplaire : poursuite des réflexions sur une démarche d'optimisation énergétique de la plateforme, notamment avec l'étude de la mise en place d'un système de gestion centralisé des bâtiments.

Perspectives

· **Pérennisation et développement des activités :**
- Changement du mode d'exploitation : la Délégation de Service Public pour l'exploitation de la plateforme aéroportuaire prend fin en juin 2025 et l'exploitation sera donc assurée via une régie.
- Développement de nouvelles destinations avec les opérateurs VOLOTEA et RYANAIR.

· **Poursuite des travaux :**
- Fin des travaux de réhabilitation des hangars aéronautiques (juin 2025).
- Fin des travaux de construction d'un nouveau bâtiment pour les services piste de l'aéroport (juillet 2025).
- Début des travaux de mise en œuvre d'un système de gestion centralisé des bâtiments.
- Lancement des travaux d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol de 6 ha.
- Poursuite des travaux de réhabilitation des deux grands hangars aéronautiques et des locaux annexes (Estimation de l'achèvement des travaux : Début 2025) (estimation 3 millions d'euros).
- Début des travaux de construction des nouveaux locaux pour les services piste de l'aéroport (estimation de l'achèvement des travaux : mi-2025 - estimation coût des travaux : 1,6 millions d'euros).
- Début des travaux de mise en œuvre d'un système de gestion centralisé des bâtiments.

Défi n°8
#Innovation/ Numérique/Énergie

Afin d'accompagner les mutations sociales et technologiques et de répondre aux défis du changement climatique, le Département a souhaité la création de l'Agence « Aveyron Innovation » pour porter l'ambition d'un territoire connecté et durable, innovant et attractif.

Le Département de l'Aveyron positionne l'innovation au cœur de ses politiques publiques

2024 > réflexion pour un territoire intelligent.
2025 > premières briques d'un territoire intelligent.

Sobriété énergétique, protection de l'environnement et des ressources naturelles, maitrise budgétaire et qualité des services publics sont autant d'enjeux qui poussent les Collectivités à déployer des solutions durables et innovantes.

La transformation numérique offre de nouvelles opportunités pour un pilotage plus efficient de l'action publique.

En exploitant pleinement le potentiel des données et de nouveaux outils utilisant les capacités de traitement de l'Intelligence Artificielle, les Collectivités ont la possibilité de construire des territoires intelligents, durables et résilients.

État des lieux

La création d'Aveyron Innovation dote le territoire aveyronnais d'un outil pour porter l'innovation et mettre en œuvre la transformation numérique qui modernisera l'action publique au cœur denotre département et permettra l'intégration de nouveaux usages.
Après une année de structuration et le lancement des premières études et réflexions, 2025 sera pour l'agence l'année d'une montée en puissance et du passage à une phase opérationnelle de construction des premières briques du projet de Territoire intelligent.

Chiffres clés

Incidences (*), à l'échelle d'un département présentant des caractéristiques (répartition de communes et de population) similaires à la moyenne nationale, d'une transformation numérique, volontariste et mutualisée, vers un Territoire intelligent entre 2025 et 2035 :

- **Gain économique de 19 millions d'euros à 42 millions d'euros,**
  pour un investissement compris entre 36 millions d'euros et 42 €.
- **Gain environnemental pouvant atteindre 40 kt de CO2 et 12 millions de m3 d'eau.**

** Source : Observatoire des Territoires Connectés et Durables - 2025 .*

Moyens

Contribution du Département : 735 000 €.

Perspectives

- Construction du socle digital 3D du futur jumeau numérique du territoire à l'échelle du département de l'Aveyron.
- Étude technique, juridique et financière de déploiement d'un réseau aveyronnais d'objets connectés (IoT).
- Mise en œuvre d'une plateforme et d'un hyperviseur permettant d'assurer une centralisation et un traitement organisé et homogène des données du territoire, aux fins de pilotage de ce dernier.
- Préparation opérationnelle à la mise en œuvre, sur un territoire pilote, des premiers cas d'usages du Territoire Connecté et Durable.
- Lancement d'une réflexion sur la mise en œuvre d'une gouvernance stratégique et technique, à l'échelle départementale, de la donnée territoriale.

Jumeau numérique

Systèmes d'information de la collectivité

2024 > expérimentation d'une nouvelle solution d'interconnexion des sites du Département.
2025 > déploiement de cette solution.

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) met en œuvre et assure le maintien en en condition opérationnelle des moyens informatiques et téléphoniques, matériels et logiciels, délivrés aux agents de la collectivité et installés sur l'ensemble des sites du Département. Elle intègre les évolutions en matière d'usages numériques et en appliquant les règles de sécurité, de confidentialité et de respect de la protection des données à caractère personnel (RGPD).

Dans les collèges, les missions SI du Département portent sur la mise en œuvre des nouveaux projets et sur l'évolution des équipements numériques des établissements (Postes de travail, réseaux, accès internet, Espace Numérique de Travail).

État des lieux

Applications

- **Lancement de la 2ème campagne « Mon Collège 12.0 »** consistant à doter près de 3 000 élèves de 5ème et 700 enseignants d'un ordinateur portable équipé des logiciels pédagogiques et d'animation de classe ;
- **Aménagement des installations numériques pour l'ouverture du collège du Larzac** (sept. 2023) ;
- **Finalisation du déploiement du logiciel EOLE** permettant la gestion des comptes informatiques et des ressources des collèges.

Collèges

Éducation : déploiement d'un dispositif Web Radio dans 5 collèges ; mise en œuvre d'une solution de sauvegarde pour l'ensemble des serveurs des collèges ; installation d'un serveur (Zéphir) destiné à centraliser les configurations des comptes informatiques depuis le Rectorat et à les redistribuer dans les collèges ; modernisation et fiabilisation des accès wifi dans les collèges.

Infrastructures

Aménagement du Territoire : déploiement d'équipements numériques dans les musées.
Gouvernance : aménagement des installations numériques de la direction des marchés publics sur le site Sainte-Catherine ; mise en œuvre du Wifi sur 14 sites supplémentaires ; mise en œuvre d'une passerelle de sécurisation des services numériques internes accessibles depuis internet ; expérimentation d'une nouvelle solution d'interconnexion des sites du Département ; 1ère phase de raccordement en fibre optique des Unités Territoriales, centres sociaux et musées éligibles ; évolution de la gestion des équipements de téléphonie mobile dans les services ; évolution des équipements et logiciels du standard téléphonique du Département ; renouvellement des équipements réseaux des sites du Département et d'une partie des copieurs.
Mobilités : aménagement des installations numériques de la nouvelle UT de Laissac.
Solidarités : aménagement des installations numériques de la nouvelle aile ouest du site de la MDEF.

Chiffres clés

		Département	Collèges
Parc	Postes de travail	1 400	2 200
	Serveurs	180	140
	Sites en réseaux	39	23
	Applications	139	8

Perspectives

Applications

- Aménagement du Territoire : remplacement du logiciel de gestion des subventions.
- Education : mise en œuvre d'un nouveau logiciel de gestion de restauration des collèges.
- Gouvernance : mise en œuvre d'un centre de supervision ; mise en œuvre d'un logiciel de gestion des recrutements ; dématérialisation des documents liés à l'activité des Ressources Humaines.
- Mobilités : mise en œuvre d'un nouveau logiciel de suivi d'activité pour la Direction des Mobilités et de l'Ingénierie Territoriale ; mise en œuvre d'un logiciel de gestion des ouvrages d'art ; mise en œuvre d'un module code barre pour le suivi des stocks du parc départemental.
- Solidarités : mise en œuvre du paiement direct à l'usager pour le fond de solidarité logement ; interconnexion du logiciel de gestion des aides sociales et du logiciel « suivi de parcours » de France Travail ; dématérialisation des fiches de présence dans le portail des Assistants Familiaux.

Collèges

- Education : campagne 2025 « Mon Collège 12.0 » avec la dotation d'équipements numériques aux collégiens de 5ème ; expérimentation de classes mobiles dans 3 établissements ; migration des ordinateurs vers Windows 11 ; transfert de charge du Rectorat au Département des antivirus des ordinateurs des collèges ; aménagement des installations numériques des nouveaux locaux du CIO de Millau ; revue des infrastructures de téléphonie ; création d'un référentiel de dotations numériques pour les collèges.

Infrastructures

- Gouvernance : refonte des infrastructures serveurs en vue du déploiement d'un Plan de Continuité Informatique ; modernisation des équipements numériques de l'hémicycle ; déploiement d'une nouvelle solution d'interconnexion des sites du Département ; évolution de la gestion de la numérotation de téléphonie fixe ; renouvellement de la solution de gestion de la flotte de téléphonie mobile ; renouvellement des équipements de sécurité périphériques du Data Center ; déploiement d'une solution de projection sans fil dans les salles de réunion ; migration des ordinateurs vers Windows 11 ; évolution de la plateforme de prise en charge des tickets d'incidents et d'inventaires des équipements.
- Solidarités : aménagement des installations numériques de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille.

Belvedere Roc de Saint-Jean Ayssenes © Julien Audigier - Aveyron Attractivite Tourisme

Défi n°9
#Attractivité/Tourisme

Une ambition déployée
avec l'Agence Départementale d'Attractivité
et du Tourisme.
Parmi les priorités du programme de la mandature figure
une ambitieuse stratégie d'attractivité.
Il s'agit d'améliorer le quotidien de tous et de révéler
l'Aveyron auprès d'un public à la recherche de renouveau
personnel et professionnel.

L'agence départementale d'Attractivité et du Tourisme

Attractivité touristique

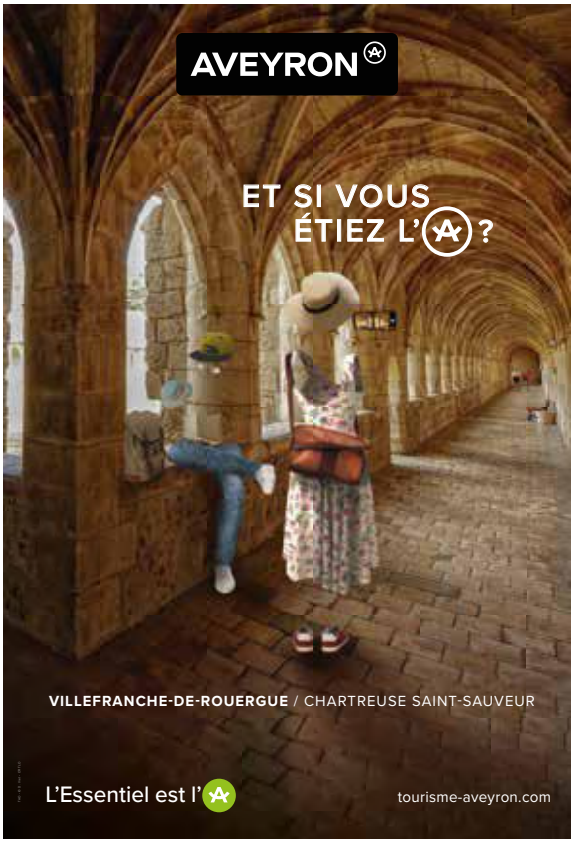
2024 > réfection de l'aire du Viaduc de Millau.
2025 > valorisation des lignes aériennes.

Campagne de communication Tourisme « Et si vous étiez là ? »

- **Campagne de communication Tourisme** « Et si vous étiez là ? » lancée le 15 avril 2024.
- **Ciblage géographique** : public jusqu'à 4 h de route de l'Aveyron + les habitants des Hauts-de-France.
- 2 vagues : printemps et automne 2024 .
- **Appropriation du concept par 10 offices de tourisme** pour véhiculer une image unifiée et cohérente du département sur les canaux de chacun.
- **Appropriation de la campagne de communication par Gîtes de France Aveyron** pour attirer une nouvelle clientèle et des réservations.

Chiffres clés

Bilan numérique :
- **31 328 454 impressions,**
- **208 043 clics.**



L'Aveyron en 2024 dans les médias

Chiffres clés

- **132 retombées presse (57 % presse écrite, 35 % presse audio, 8 % presse web).**
- **3 677 330 € d'équivalence publicitaire.**
- **47 journalistes et influenceurs accueillis.**
- **1 voyage de presse « Tourisme ».**
- **1 voyage de presse « Économie ».**

En 2024, l'agence a élaboré 1 dossier de presse tourisme en français, 1 dossier de presse tourisme en espagnol et 1 dossier de presse Dynamique Économique. Elle a accueilli des journalistes et des influenceurs pour un blog trip « secret ».

Parmi les médias accueillis : TF1, France 2, France 3, France 5, Ushuaïa TV, ...

L'agence était également présente sur 2 workshops à Paris et Barcelone.

Site de l'aire du viaduc de Millau

Chiffres clés

- **404 834 personnes ont visité les espaces intérieurs**
- **30 919 personnes ont été renseignées : avec 25 054 accueillis physiquement, et 5 865 personnes renseignées numériquement.**

Qualification de l'offre : activités de pleine nature

- Des supports créés ou réédités : carte « Rando », carte « Vélo » :

L'agence était présente avec ses partenaires sur 4 évènements dédiés aux loisirs et activités de nature :
- **Salon du Randonneur** à Lyon,
- **Salon Occ'ygène** à Toulouse,
- **Vélo Vert Festival** à Samoëns,
- **Festibikezak** à Sébazac.

- Un important travail de **structuration de services et de promotion de grands itinéraires**, en lien avec les territoires et les départements voisins a été réalisé :

- Conques-Toulouse vers Compostelle,
- Vallée du Lot à vélo V86,
- GR65,
- GTMC ...

Avec l'objectif de créer une offre touristique décarbonée.
- La structuration de l'offre se traduit également par le déploiement, en lien avec les offices de tourisme et sur l'ensemble du département, de la **solution GEOTREK** qui permet de recenser et de qualifier l'offre de randonnée pédestre.
- **Développement des relations médias** autour de ces itinéraires avec notamment un dossier conséquent dans **Vélo Vert Magazine**.

Qualité : appui aux filières-labels

Chiffres clés

- 73 classements ou reclassements de meublés,
- 24 attributions de la marque Chambre d'hôtes référence,
- 34 labellisés Accueil Vélo,
- 15 labellisés Accueil Compostelle,
- Mise en valeur de **l'œnotourisme,**
- Eductour agritourisme avec les offices de tourisme.

Animation de collectifs d'acteurs touristiques

4 collectifs d'acteurs touristiques animés tout au long de l'année :
- Le **Club des Sites** : 47 sites aveyronnais réunis,
- Le **Club des Offices de Tourisme**,
- Le **Club « Groupes »**,
- Le **Club des 11 Plus Beaux Villages de France de l'Aveyron avec 1 nouveau membre : Villeneuve d'Aveyron.**

Vers un tourisme plus durable

- Sensibilisation des prestataires et des équipes des offices aux **enjeux du tourisme responsable, via des conférences, des ateliers.**
- Accompagnements de la **démarche RSE d'Offices de tourisme.**
- Accompagnement des prestataires vers les labels « La Clef Verte », « Incroyable mais vert ! ».
- Lancement de **comités d'itinéraires** autour de solutions de mobilité durables.
- Développement d'une **offre durable** autour des **ouvrages hydro-électriques**.
- Mise en place d'indicateurs « Tourisme durable ».
- Participation à des travaux nationaux, régionaux et départementaux en lien avec le tourisme durable.

Dynamique de commercialisation Tourisme de groupes et d'affaires

- **Animation d'ateliers en direction des professionnels** en lien avec les Offices de tourisme.
- Animation du collectif **Groupes Aveyron et du Club groupes.**
- **Organisation et accueil d'éductour en Aveyron :** France vacation, collectif groupes Aveyron, MICE Occitanie.
- Participation à des **évènements dédiés au tourisme de groupes et d'affaires :** Workshop Destination Groupes Sud à Montauban, Salon Passion Voyage FITOUR à Agen, Workshop RDV France à Toulouse, Salon CSE à Rodez, opération CSE Airbus, IFTM via le collectif Destination Groupes, Workshop Destination Groupes à Bruxelles....
- **Participation au Comité Technique Marketing Occitanie.**

- **Zoom sur l'écosystème Groupes**

En 2024, l'offre dédiée aux Groupes s'est enrichie avec :
- un **mini-site intégré** directement sur le site officiel tourisme-aveyron.com. Les objectifs : valoriser les prestataires et les offres dédiées aux groupes, faciliter leur mise en avant et bénéficier d'une meilleure visibilité,
- et une **newsletter** sur les nouveautés, les initiatives locales qui accompagne les éductours.

Perspectives

- Campagne de communication tourisme 3éme année.
- Lancement du nouveau magazine tourisme.
- Actualisation de la communication aéroport et valorisation des lignes.
- Réalisation d'un dossier de presse Tourisme « Nouveautés 2025 » et de 2 mini-dossiers de presse Tourisme thématiques (activités outdoor et savoir-faire).

Attractivité résidentielle

2024 > 116 foyers installés en Aveyron.
2025 > jouer la carte des ambassadeurs.

Campagne de communication résidentielle « Et si vous viviez là ? »

Chiffres clés

Bilan numérique :
- 30 209 900 impressions,
- 209 264 clics,
- 2 nouveaux visuels.

Initiée en 2023, la nouvelle c**ampagne d'attractivité résidentielle** 2024 visait un **public d'actifs âgés entre 25 et 50 ans** résidant dans les bassins émetteurs de **Paris, Provence-Alpes-Côte-D'azur et Hauts-de-France** en quête de mobilité, d'une nouvelle vie.
Les objectifs : **valoriser l'image de l'Aveyron**, **attirer de nouveaux arrivants**, r**ecruter de nouveaux talents** et **créer une dynamique favorable à la reprise et la création d'entreprises**, et collecter des contacts sur la plateforme **« viens vivre en Aveyron »**.

Accueillir les nouveaux arrivants et faciliter les recrutements

Chiffres clés

- **169 néo-arrivants accompagnés,** représentant 116 foyers installés en Aveyron.
- Un apport de plus de **3 600 000 €** circulant sur le territoire.
- **4 sessions « hospitalité »** coorganisées avec 4 territoires à destination de nouveaux arrivants, 152 participants.

L'agence anime 2 dispositifs complémentaires :

- **« Viens vivre en Aveyron »** permettant de révéler auprès des publics extérieurs les facilités de vie en Aveyron, les opportunités professionnelles, la dynamique économique aveyronnaise avec des données actualisées.
- « **L'Aveyron Recrute » est devenu « On Recrute en Aveyron » en 2024 :**
  - pour un **repositionnement** lié à la plateforme de l'Attractivité ViensVivre.enAveyron.fr,
  - pour **faciliter** la bascule entre les 2,
  - pour **intégrer** la plateforme de l'emploi dans l'écosystème web et la charte de l'Agence.

L'Agence a répondu aux enjeux du recrutement avec **2 793 offres d'emploi** diffusées sur la plateforme « On recrute en Aveyron » ayant généré **5 790 candidatures** auprès de **991 employeurs** recensés dans la base de l'agence.
L'agence s'est impliquée dans **16 événements** locaux de l'emploi.

Kits employeurs

- Mise en place de 2 collaborations avec des entreprises du territoire aux besoins de recrutement croissants : **Altriane et Doxalia**
- Le but : accroître la notoriété de ces entreprises et les accompagner dans leur plan de recrutement.

Perspectives

- Campagne de communication attractivité résidentielle.
- Assurer une présence dans des événements à l'extérieur du département afin d'identifier des talents et de valoriser les besoins de recrutement.
- Favoriser la notion de « nouveaux ambassadeurs » du territoire.
- Accompagner les employeurs dans la valorisation de leur activité et de leurs besoins de recrutement
- Appuyer les entreprises dans l'accueil de leurs nouveaux salariés.

Attractivité médicale

Chiffres clés

En 2024, l'agence a poursuivi et amplifié ces accompagnements personnalisés auprès des internes et jeunes médecins :

- **4 soirées d'accueil des internes**,
- **64 internes en formation** médecins pompiers,
- **108 participants** aux soirées de formation à l'urgence,
- **27 participants aux soirées de formation à l'installation, nouveauté 2024**
- **196 participants** au Week-end Adrénaline Aveyron,
- **238 internes** ont participé aux diverses animations de découverte du territoire,
- **234 internes** ont bénéficié du coaching sportif.

Ces actions visent à créer de l'attachement au territoire pour les internes et jeunes médecins.

L'agence a également participé à **2 salons spécialisés :** congrès de l'ISNAR et congrès JEP.

Attractivité vétérinaires

En 2024, l'agence a continué de développer son accompagnement auprès des étudiants vétérinaires :

- Participation au **salon national** des groupements techniques vétérinaires à Tours.
- **2 week-ends d'accueil d'étudiants vétérinaires** : étudiants lyonnais à Roquefort /Saint-Affrique et toulousains à l'occasion de la Davalada.
- **Soirée de présentation** du Département et des opportunités qu'il offre aux étudiants de l'École Nationale Vétérinaire de Toulouse .

Destination Aveyron

2024 > dispositif en faveur de l'installation.
2025 > maintien du dispositif.

Le tourisme constitue un véritable levier en matière d'attractivité et de développement des territoires. Il est aussi un facteur d'équilibre car il a le pouvoir de générer des flux et donc des ressources partout où équipements adaptés, sites préservés, animations organisées captent l'intérêt du visiteur. Source de richesse et d'emplois directs ou induits, il est un ballon d'oxygène pour la viabilité de certains commerces et équipements.

État des lieux

L'Aveyron terre d'installation pour les métiers en tension, est un des objectifs que le Département fait sien. Pour ce faire, la collectivité a mis en place un dispositif en faveur de l'installation qui cible plus particulièrement les professionnels de santé.

Chiffres clés

37 projets soutenus au titre du Fonds Départemental d'Intervention touristique :
- 10 hébergements touristiques,
- 7 équipements structurants,
- 4 sites touristiques emblématiques,
- 1 aire d'accueil pour camping-cars,
- 1 randonnée/itinérance,
- 4 évènements à vocation touristique,
- 10 projets en faveur d'Offices de Tourisme et acteurs du Tourisme.

Concernant l'Attractivité :
- 5 indemnités allouées aux vétérinaires accueillant des stagiaires tutorés,
- 23 indemnités de déplacements allouées aux vétérinaires stagiaires,
- 5 aides à l'hébergement pour l'attractivité médicale.

Moyens

- **3 647 000 € de participation au fonctionnement de l'Agence Départementale** de l'Attractivité et du Tourisme de l'Aveyron.
- **992 936 € d'aides départementales** générant 8 483 938 € de travaux.
- **42 850 € pour l'accompagnement d'actions et d'animations locales.**
- **525 408 € de participation au fonctionnement d'organismes** dont le Département est membre
- **10 000 € d'indemnités allouées aux vétérinaires** accueillant des stagiaires tutorés.
- **4 400 € d'indemnités de déplacements allouées aux vétérinaires stagiaires.**
- **1 800 € pour l'aide à l'hébergement sur la couverture médicale.**

Perspectives

L'attractivité touristique, résidentielle et économique constitue un véritable levier en matière de développement des territoires. C'est pourquoi le Département entend pérenniser son engagement.

Cooperation internationale / cooperation décentralisée

2024 > 140 ans de Pigüe.
2025 > participation à la quinzaine du Japon en Occitanie.

La volonté du Département est de poursuivre la dynamique initiée depuis de nombreuses années avec nos partenaires argentins, roumains et japonais.

État des lieux

Japon :
À l'invitation du Département du Hyogo, un déplacement institutionnel à Kobé a eu lieu du 12 au 17 mars 2024. Le Département a participé au vernissage de l'exposition « Soulages et Morita » et a assuré la promotion des attraits touristiques de l'Aveyron au Japon. La délégation a rencontré le Gouverneur Motohiko Saito et les acteurs du Département du Hyogo et a permis de constater l'attachement commun à certains sujets comme le savoir-faire artisanal, le respect de l'environnement ou la prise en charge des personnes âgées.

Exposition Soulages et Morita

Argentine :
Septembre à Décembre 2024-140 ans de Pigüé
Sur cette période, un programme d'actions s'est tenu en lien avec l'anniversaire des 140 ans de la fondation de Pigüé, avec des actions notamment au musée d'Espalion ou dans les bibliothèques de Saint-Beauzély, Arvieu, Argence. En clôture de ce programme, le 4 décembre, une après-midi à destination de tous publics, organisée en partenariat avec la Mairie de Rodez, a été proposée pour présenter l'ouvrage « Nos Cousins d'Amérique latine » en présence de l'équipe éditoriale et du chef de section de l'Ambassade d'Argentine en France. L'évènement s'est terminé par l'intervention de François Weil, historien, sur le thème : « Migrants et migrations de France aux Amériques, 19e-20e siècles ».

Perspectives

Japon
- Projet de participation à la « Quinzaine du Japon en Occitanie » octobre/novembre 2025.

Argentine
- Projet de déplacement d'une délégation aveyronnaise à Pigüé septembre 2025.

Présentation ouvrage « *Nos cousins d'Amérique latine* ».

Syndicat Mixte A75

2024 > acquisition du foncier de l'aire de l'Aveyron.
2025 > réflexion sur l'intégration de l'aire de Brocuéjouls.

Le Syndicat Mixte est concessionnaire de deux aires autoroutières (Aire de l'Aveyron & Aire du Larzac). Il a en charge la gestion, l'entretien et l'aménagement des deux sites. Le Syndicat Mixte est présidé par le Département et le Conseil Syndical est constitué de délégués du Département, de la Région, des Communes riveraines de l'A75, de la Communauté de communes Millau Grands Causses et des chambres consulaires.

Ces missions sont confiées par voie de conventions à des sous-concessionnaires qui exploitent les activités des aires.

État des lieux

Aire de l'Aveyron
- Transfert du foncier de l'aire de l'État au Département de l'Aveyron au 01/01/2024.
- Projet de réalisation d'un audit de la concession et des services proposés.
- Études sur l'installation d'une station de recharge des véhicules électriques Tesla.

Aire du Larzac
- Installation d'un nouveau bloc douche accessible depuis l'extérieur pour les routiers

Chiffres clés

Sur l'année 2024, l'aire de l'Aveyron a accueilli plus de 2,6 millions d'usagers avec une fréquentation en hausse.

Sur l'aire du Larzac le nombre d'usage s'établit à plus de 1,3 millions d'usagers.

Les chiffres d'affaires réalisés sur les deux aires progressent entre 6 et 7 % vs 2023.

Moyens

- **152 044 € dépenses.**
- **182 780 € de recettes.**
- **13 680 € de contribution du Département au fonctionnement du Syndicat Mixte.**

Perspectives

Dans une perspective d'attractivité et de cohérence de territoire, une réflexion est engagée sur l'intégration de l'Aire de Brocuéjouls au même titre que l'Aire de l'Aveyron et du Larzac.

· **Aire de l'Aveyron**
- Remplacement des panneaux pédagogiques sur le sentier du berger
- Projet d'installation de totems touristiques campagne touristique de l'ADAT « Et si vous étiez l'A ».
- Ouverture de la station IRVE Tesla.

· **Aire du Larzac**
Projet d'espace de promotion touristique de l'Aveyron et du territoire.

Syndicat mixte Séverac Carrefour Aveyron

2024 > aménagement paysager sur le site de Roumagnac.
2025 > études d'aménagement de la zone des Cazes.

Sous la présidence du Département, le Conseil Syndical compte 9 délégués représentants le Département, la Communauté des communes des Causses à l'Aubrac et la CCI Aveyron.

Son principal objet : l'accueil d'entreprises particulièrement sur la zone artisanale des Cazes à Lapanouse de Séverac.

État des lieux

Réalisation d'un aménagement paysager sur le site de Roumagnac.

Dans le cadre du projet d'aménagement de la ZA des Cazes, réalisation d'une étude d'impact 4 saisons afin d'établir l'état actuel de l'environnement sur l'ensemble des terrains.

Moyens

· **84 178 € de dépenses (fonctionnement & investissement 2024).**
· **91 875 € de recettes (fonctionnement & investissement).**
· **1 600 € de contribution du Département au fonctionnement du syndicat mixte.**

Perspectives

Poursuite des études d'aménagement de la future ZA des Cazes.

1383
1380

Défi n°10
#Sports

L'Agence Départementale du Sport, un outil novateur, adapté et réactif

Elle s'adresse à tous les publics de pratiquants : jeunes aveyronnais, scolaires, pratiquants des sports de nature, touristes, pratiquants les plus fragiles... Elle œuvre pour organiser des évènements structurants et valorisants, encourager la pratique sportive, conseiller et soutenir les projets sportifs du territoire et structurer l'offre sportive aveyronnaise.

Le Département investit pour favoriser la pratique sportive en Aveyron pour tous

2024 > création du Festi'quilles.
2025 > labellisation d'évènements sportifs.

7 enjeux pour une politique sportive au service des Aveyronnais :
- la pratique du plus grand nombre,
- l'avenir des jeunes : « une priorité »,
- la santé par le sport,
- le maintien du bénévolat,
- le haut niveau sportif,
- une qualité de vie locale,
- l'attractivité du territoire.

État des lieux

- **130 associations et collectivités organisatrices** de manifestations sportives aidées pour 282 journées de compétitions et d'animation sur les territoires avec 87 369 participants.
- **69 dossiers traités à l'attention des comités sportifs départementaux** et du CDOS accompagnés pour leur fonctionnement et leurs actions auprès des clubs aveyronnais, leurs éducateurs et leurs jeunes licenciés (appel à projets, contrats d'objectifs) et les 18 Challenges du Département pour 10 237 jeunes sur 96 journées.
- **83 clubs aidés en matériel pédagogique.**
- **30 clubs de haut niveau aidés** à travers un partenariat en faveur de la formation, de l'attractivité, de la solidarité, du sport/santé (ex. : échanges avec des clubs ruraux etc.).
- **36 sportifs individuels de haut niveau aidés.**
- **8 200 jeunes** ont participé aux grandes épreuves scolaires prises en charge par le Département : Cross, Raids, Prim'Air Nature et Semaine Olympique et Paralympique.
- **9 projets de développement** sur les territoires à travers l'appel à projets « sport et lien social ».
- **68 clubs aidés** pour leurs déplacements et disposant d'équipes de jeunes dans le cadre de leurs compétitions régionales et nationales.
- **3 collectivités accompagnées** dans le cadre d'animations sportives sous l'égide de « Terre de Jeux 2024 ».
- **1 délégation olympique accompagnée** : délégation brésilienne féminine de rugby à 7 accueillie à Saint-Affrique.
- **42 établissements scolaires** ont été aidés soit 1366 élèves de 6ème dans la prise de leur licence sportive dans le cadre de « Terre de Jeux 2024 ».
- **Les déplacements scolaires** : 13 établissements ont été aidés, 120 élèves concernés.

Chiffres clés

- **346 887 €** aux associations et collectivités organisatrices de manifestations sportives.
- **174 100 €** aux comités sportifs départementaux et au Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS).
- **34 800 €** pour l'appel à projet Sport et Handicap.
- **35 180 €** aux clubs de sports collectifs pour du matériel pédagogique.
- **837 500 €** pour les clubs de Sport de haut niveau et les sportifs individuels.
- **39 305 €** pour le CROSS départemental.
- **112 132 €** pour les RAIDS départementaux.
- **17 919 €** pour la Semaine Olympique et Paralympique.
- **6 081 €** de déplacements scolaires.
- **21 584 €** d'aide à la prise de licence scolaire des élèves de 6ème.
- **23 115 €** au fonctionnement du sport scolaire : Union sportive de l'enseignement primaire (USEP), Union nationale du sport scolaire (UNSS) et Union générale sportive de l'enseignement libre (UGSEL).
- **3 215 €** pour Terre de jeux.
- **110 891 €** d'aide aux clubs pour leurs déplacements des équipes de jeunes.

Moyens

Budget alloué pour l'année 2024 : **1 972 964 €.**

Perspectives

Sport de Nature et Tourisme - Outil OUTDOORVISION.
Concrétisation de partenariats avec les organisateurs de grosses manifestations aveyronnaises suite au bilan sur l'utilisation de l'outil par les EPCI.

Sport et évènements
Mise en place d'une labellisation départementale pour :
- asseoir l'image du Département, territoire accueillant des manifestations de qualité,
- un fil d'actualités régulier autour des manifestations labellisées (d'avril à octobre)
- renforcer les partenariats en cours, et leurs modalités, avec les grosses manifestations aveyronnaises,
- valoriser chaque organisateur autour du programme annuel de manifestations labellisées.

Sport et jeunes
Les sections sportives des établissements scolaires aveyronnais seront dotées d'équipements.
La 30 éme édition du CROSS du Département sera mise en valeur par de nouvelles actions.

Sport pour tous
Recrutement d'un nouveau chargé de projet pour initier des actions nouvelles sur le thème du sport/santé en direction de tous les publics.
Réflexion sur la mise en place d'un nouveau groupe G4 ou G5 composé de comités œuvrant pour les publics sensibles.

Conférences
Mise en place de plusieurs conférences sur les thèmes de la féminisation dans le sport et du bénévolat.

Finaliser la mise en œuvre des actions engagées dans les groupes de travail et mettre en place de nouveaux groupes pour travailler à la réflexion de nouveaux dispositifs :
- valorisation de l'image du vélo auprès des collégiens,
- établissement d'un catalogue des équipements sportifs,
- nouvelle saison de Festi'Quilles,
- organisation d'une journée de découverte des sports de pleine nature.

Les grands secteurs d'activité
INDUSTRIE : l'agro-alimentaire
→ 1er pôle agro-industriel du Grand Sud
→ Un pôle de compétitivité : AGRI SUD-OUEST INNOVATION
→ 3 800 emplois et 250 établissements
→ Bénéficie de la dynamique de l'agriculture aveyronnaise
→ 4 principaux domaines d'activité
Lait et Fromage
Viandes et plats cuisinés
Pain, pâtisserie industrielle
Semences et alimentation bétail
Quelques exemples :
Société des Caves,
Jeune Montagne,
Gabriel Coulet,
Quelques exemples :
Sacor,
Raynal et Roquelaure,
Soulie Restauration,
La Naucelloise,
Quelques exemples :
Moulins Calvet,
Le Moulin du Pivert,
Fromentiers de France,
Galzin,
Epi du Rouergue
Quelques exemples :
RAGT

Défi n°11
#L'Assemblée pour l'Aveyron

La participation des Aveyronnais à la politique de leur Département

Le Département a décidé de créer « L'Assemblée pour l'Aveyron », une instance participative composée de citoyens Aveyronnais. Elle est un espace de réflexion, de débats et de propositions sur les sujets qui impactent la vie des habitants du Département et les politiques menées par la collectivité. Elle produit chaque année des travaux qui accompagnent les décisions des élus départementaux.

L'assemblée pour l'Aveyron

2024 > 2 rapports produits.
2025 > Aveyron 2050.

Le Département a souhaité favoriser la participation directe et active des Aveyronnais à la politique du Département à travers son assemblée citoyenne : l'Assemblée pour l'Aveyron. Outil de démocratie participative, elle est à la fois une assemblée consultative, l'organisateur de la participation citoyenne et le garant de la prise en compte de l'expression des citoyens aveyronnais dans le processus de décision du Département.

État des lieux

La première session de l'Assemblée pour l'Aveyron s'est achevée fin 2024. Un bilan et une évaluation ont été réalisés en croisant les analyses des membres eux-mêmes et des services du Département. Ce bilan a été partagé lors de la réunion de clôture. Les principaux éléments :

- **6 groupes de travail thématiques**.
- **6 rapports publiés** et 1 avis sur le projet départemental.
- **11 réunions plénières**.
- **13 conférences d'information**.
- **53 acteurs du territoire**, partenaires ou experts auditionnés dans les phases d'information.
- **10 ateliers** collectifs de travail ou de rédaction.
- **155 propositions formulées**.

Actions mises en place en 2024 :

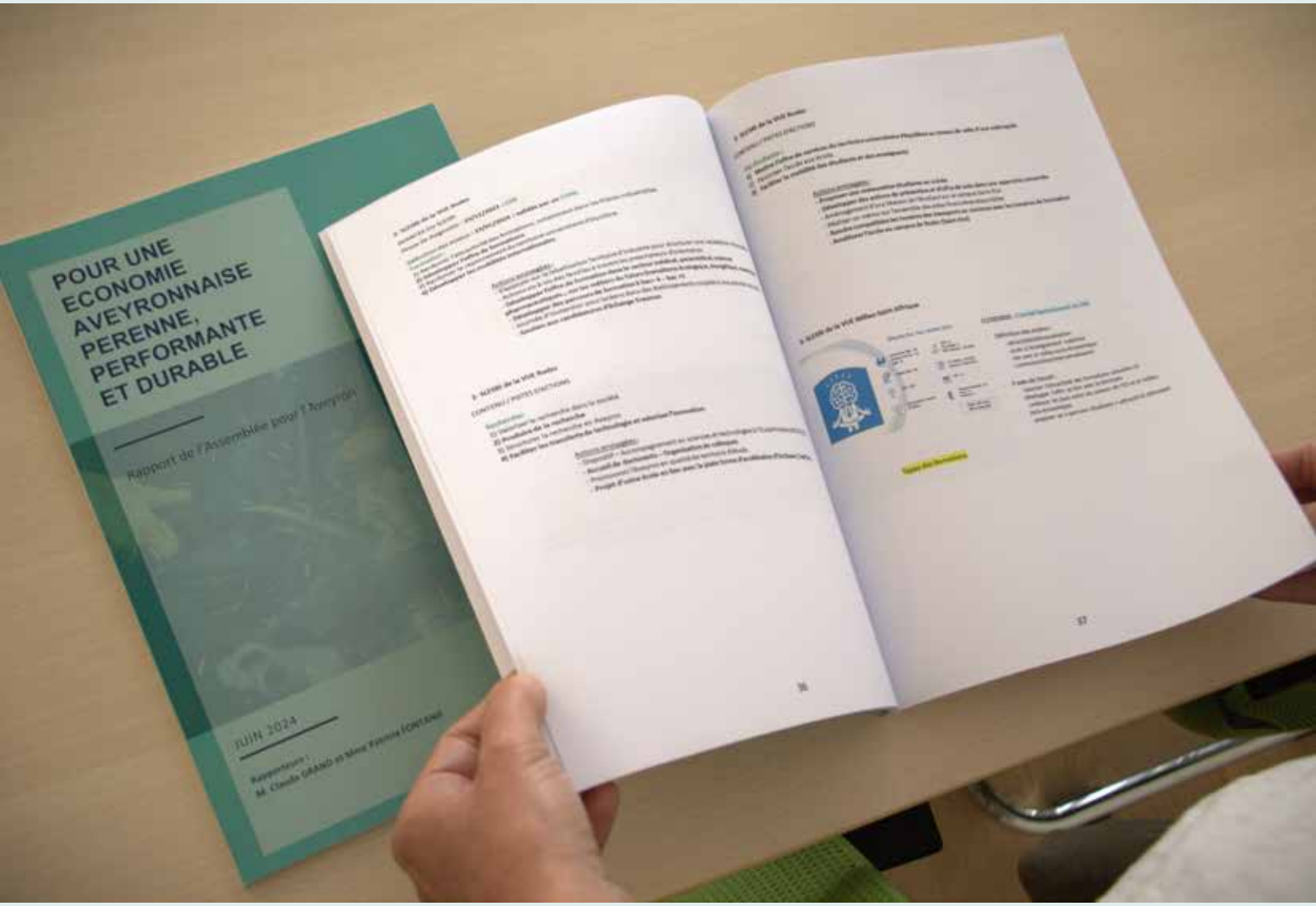
Rapports produits et transmis aux élus Départementaux

- Pour une économie aveyronnaise pérenne, performante et durable.
- Formation : savoir donner envie d'étudier en Aveyron

Auto-évaluation et bilan de la première session.

Chiffres clés

2 rapports transmis au Département
1 rapport d'auto-évaluation
5 ateliers de travail
2 séances plénière
1 réunion de bilan et de clôture



Perspectives

En 2025, c'est une Assemblée pour l'Aveyron renouvelée en totalité qui va être installée pour une nouvelle session de travail jusqu'en 2028.
Les premières saisines du Département vont porter sur « Aveyron 2050 », le pacte de résilience territorial, l'habitat et l'alimentation.

ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE
AVEYRON Vendredi 13 décembre 2024

Défi n°12
#Gouvernance/ Performance

Des services structurés pour mettre en œuvre le projet départemental et assurer la gestion des compétences de la collectivité. L'ensemble des ressources financières, administratives, juridiques et humaines sont mobilisées pour accompagner les changements impulsés par le nouveau projet départemental. Les agents sont positionnés au coeur de cette réorganisation.

Direction des Affaires Financières

2024 > phase 1 Cap Finance 2026.
2025 > phase 2 Cap Finance 2026.

La Direction des Affaires Financières s'attache :

- au **pilotage budgétaire et financier** : elle contribue à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie financière départementale, en garantissant l'équilibre entre besoins, projets et soutenabilité budgétaire ;
- à la **qualité comptable et maitrise** des risques : elle assure un contrôle adapté et régulier de l'exécution budgétaire et apporte une expertise sur les processus financiers.

État des lieux

La Direction des Affaires Financières a contribué activement à l'élaboration des différents budgets (Orientations Budgétaires, Budget Primitif, Décisions Modificatives, Compte Administratif).
De plus, elle a garanti quotidiennement la qualité de l'exécution budgétaire en contrôlant les titres de recette et mandats de dépense.
Par ailleurs, la DAF apporte un appui aux projets structurants du Département et aux structures partenaires.
Enfin, la DAF poursuit son projet CAP FINANCES 2026 visant à optimiser et moderniser la fonction financière de la collectivité autour de 5 axes :

- création d'un réseau financier via des Missions Budgétaire & Comptable au sein de chaque pôle ;
- déploiement de nouveaux outils de gestion financière (subventions, marchés publics, prestations sociales) ;
- renforcement du contrôle interne et du contrôle de gestion ;
- réorganisation interne de la DAF
- déploiement d'actions de formations et d'animations de réseau.

Chiffres clés

Chiffres clés de l'exécution financière 2024

- **Dépenses d'investissement** (hors dette) : **63 543 789 €** (+ 2,8 % par rapport à 2023)
- **Dépenses de fonctionnement (hors dette) : 352 481 706 €** (+ 1% par rapport à 2023)
  Recettes de fonctionnement : 418 529 366 € (+ 4,4 % par rapport à 2023)
- **Recettes d'investissement (hors dette) : 19 227 292 €** (- 21,7 % par rapport à 2023)
- **Annuité de la dette : 21 595 143 €**
- **Résultat de l'exercice : 2 723 902 €**
- **Excédent budgétaire cumulé : 52 984 135 €**
- **Epargne brute : 63 241 787 €**
- **Taux d'épargne brute : 15,1%**
- **En cours de dette au 31/12/24 : 155 960 646 €**
- **Capacité de désendettement : 2,5 années**

Moyens

- 9 agents chargés de la gestion et de l'expertise financière.
- En matière de préparation, d'exécution et de suivi budgétaire, un réseau d'agents répartis dans les 4 Missions Budgétaires & Comptables implantées au sein des pôles de la collectivité.

Perspectives 2025

- Réalisation des budgets (OB, BP, DM, CA)
- Accompagnement des grands projets structurants de la collectivité (RN88, Palais Épiscopal, Aéroport...).
- Concernant CAP FINANCES 2026, trois priorités :
  - La mise en place d'une nouvelle Mission Budgétaire et Comptable dédiée aux directions du PST, PRM, Sports et Hors pôle ;
  - La sélection et le déploiement d'un nouvel outil de gestion des subventions ;
  - La réorganisation de la DAF pour intégrer une nouvelle offre de services en contrôle de gestion et contrôle interne.

Direction des Marchés et Achat Public

2024 > version « Total Web » du logiciel métier SIS MARCHES.
2025 > dématérialisation complète de la signature des marchés.

La DMAP développe son rôle d'accompagnement et de conseil au service des autres pôles et du groupe Aveyron.

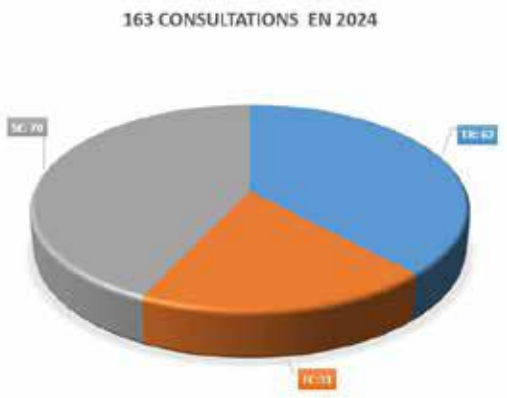
Dans le cadre de toutes les procédures de mise en concurrence destinées à conclure les marchés afin de répondre aux besoins du département, la Direction Marchés et Achat Public (DMAP) :
- accompagne le service dans la définition de son besoin et la rédaction des documents de consultation,
- veille à prendre en compte les objectifs de développement durable,
- se questionne sur l'allotissement pour favoriser l'accès de tous les opérateurs économiques à la commande publique,
- assure la mise en ligne du dossier de consultation sur le profil acheteur de la collectivité,
- gère toutes les étapes de la phase passation jusqu'à la notification du marché,
- traite la gestion administrative de la phase exécution pour les marchés « routiers » et les marchés du « Pôle social ».

État des lieux

La DMAP a mené ou participé aux projets suivants :
- mise en production d'une version « Total Web » du logiciel métier SIS MARCHES ;
- réflexion et rédaction d'un guide interne des marchés publics ;
- participation à la rédaction d'une charte déontologique de l'achat public en lien avec la DAJ ;
- mise en œuvre progressive de la signature électronique / parapheur électronique : notamment signature des contrats en appel d'offres ;
- réflexion sur la mise en place d'un espace de stockage unique des marchés publics (disque T) en lien avec la DSI et les Archives.

Chiffres clés

- **163 consultations** ont été lancées en 2024 réparties en fonction de la nature d'achat concernée : services (SE), travaux (TR) ou fournitures courantes (FC).



- Ces consultations ont abouti à la signature de 312 marchés comme détaillé ci-dessous.

Perspectives

- Aboutir à la dématérialisation complète de la signature des marchés (notamment contrat – toutes procédures comprises) ;
- Publication du guide interne des marchés publics et présentation du document à l'ensemble des pôles ;
- Mise en place d'un espace de stockage unique des marchés publics (disque T) pour l'ensemble des directions métiers du Département ;
- Poursuivre l'amélioration de la politique d'achat, notamment par un meilleur recensement des besoins en fournitures et services, incluant l'achat responsable ;
- Constituer et animer un réseau de « référents Marchés Publics » ;
- SPASER : Schéma d'organisation pour répondre aux projets de la collectivité et aux objectifs de sécurisation de l'exécutif, en termes de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables.

Direction des Affaires Juridiques

2024 > travaux pour la reprise de l'aéroport en régie.
2025 > projet de cartographie des risques.

La Direction des Affaires Juridiques conseille et accompagne le Département (exécutif, Direction Générale, ensemble des directions), les agences, les structures associées grâce à son expertise et appui juridique.

Elle participe au quotidien et en transversalité à :
- la sécurisation de la collectivité, dans ses actes, son action... en assurant la défense des intérêts de la collectivité dans le cadre de contentieux, tous domaines confondus (social, routes, bâtiments, RH...),
- et à la mise en œuvre du projet départemental avec une veille juridique transversale (évolutions réglementaires) pour accompagner les services.

État des lieux

Actions mises en place en 2024

La DAJ a participé au lancement des travaux visant à reprendre en régie l'Aéroport RODEZ-AVEYRON.
La DAJ a animé et a participé aussi à plusieurs projets phares de la collectivité :
- Sur le Palais Épiscopal : participation aux groupes de travail pluridisciplinaire sur l'avenir du site et sa future gestion.
- Sur la mise en place d'une Plateforme Alimentaire Territoriale : participation à la création de l'association de préfiguration.
- Sur la charte de déontologie et de l'achat public : poursuite de la mise en forme de la charte et mise en cohérence avec le guide interne des marchés publics.
- sur la mise en œuvre de la loi plein-emploi : participation aux groupes de travail visant à mettre en œuvre la loi dans la collectivité, et particulièrement dans les Territoires d'Action Sociale.
- Sur la sécurisation institutionnelle, construction d'un fil conducteur des échanges pour le Président, pour chaque réunion d'assemblée ou de commission permanente.
- Sur l'Aire du Viaduc de Millau : organisation et sélection de l'exploitant de l'espace gourmand, pour 9 ans.
- Sur la stratégie de développement touristique, accompagnement de la CC Larzac et Vallées à créer son agence d'attractivité.
- Conseil aux syndicats pilotés par le Département (Jean-Henri FABRE, Aérodrome Millau Larzac...).
- Accompagnement spécifique dans la première année d'existence de l'Agence du Numérique lié aux réunions institutionnelles, à l'organisation interne et à son fonctionnement.

Chiffres clés

- **90 % de l' activité concerne le conseil et l'expertise.**
- **90 % des contentieux sont gérés en interne.**

Moyens

- 4 juristes à temps plein.
- 1 assistante de direction.
- Budget de fonctionnement : 100 000 € (dédiés aux frais liés aux contentieux : avocats, frais de justice et étude en conseil sur des projets stratégiques...).

Perspectives

- Le lancement du projet de cartographie des risques ;
- La charte de déontologie de l'achat public : diffusion et appropriation par les équipes ;
- La reprise en régie de l'Aéroport ;
- Le suivi de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour déterminer un modèle juridico-économique du Palais Épiscopal ;
- La prévention des conflits d'intérêts des agents (en achat public, et via des formations de sensibilisation).

Politique de gestion des ressources humaines

Recrutement, gestion des ressources humaines, mobilité professionnelle et accompagnement

2024 > actualisation de l'évaluation des risques professionnels.
2025 > dématérialisation du processus emploi.

État des lieux

Emploi

- 1301 candidatures reçues,
- 120 jurys organisés pour 409 candidat(e)s rencontré(e)s,
- 115 agents accompagnés par la conseillère en évolution professionnelle.

Formation

. + 25 % de jours de formation dispensés en 2024,
. 74 agents en formation d'intégration,
. 267 agents en formation CNFPT ,
. 512 agents en formation pour les habilitations,
. 32 agents en formation concernant le parcours des assistants familiaux,
. 63 agents ont suivi une formation de préparation aux concours,
. 1546 agents ont suivi une formation collective dispensée en interne : prise de poste en protection de l'enfance, prise poste ASTR, conduite des entretiens annuels professionnels, sensibilisation aux risques routiers, viabilité hivernale, la transversalité en action, formation sur les logiciels métier.

Accompagnement

- 199 agents ont pris contact avec l'assistante sociale du personnel – référente handicap, à 66,3 % des femmes, et en large majorité des agents titulaires.
- Plusieurs partenaires sont mobilisés en fonction des situations : FIPHFP (aménagements de poste, apprentissages, formations...), CAP Emploi, MDPH (RQTH, PCH...), CNAS, psychologues externes conventionnés, médecins du travail, accompagnements à la reprise après longue absence ou en TPT, Période de Préparation au Reclassement (PPR), participation au Forum Emploi Handicap.

Securite Et Prevention

- 31 groupes de travail mobilisés sur les différents sites du Département pour l'actualisation de l'évaluation des Risques Professionnels.
- Auditions systématiques suite à accidents de travail
- Mobilisation des 23 assistants de prévention lors de 2 journées de travail, formation de 6 nouveaux assistants de prévention.
- 19 sessions de formations Sauveteur Secouriste du Travail (SST) pour 180 agents, 4 formations sécurité incendie et d'exercices évacuation.
- 15 visites Audits des différentes Unités Territoriales.
- 3 instances Formations Spécialisées en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F3SCT), 2 réunions techniques et travaux. Organisation de 3 visites de service de la F3SCT (Insertion Decazeville, UT Laissac, Collège Rignac).

Chiffres clés

- Effectif budgétaire au 31 décembre 2024 : **1 816,5 agents**.
- **128 recrutements** (74 femmes, 54 hommes), 76 stagiaires accueillis, 6 apprentis intégrés.
- **+ 25 % de jours de formation dispensés** en 2024.

Moyens

Les salaires, charges, prestations sociales ainsi que les investissements en matière de formation professionnelle ont représenté en 2024 un budget d'un peu moins de 92 millions d'euros.

Perspectives

. Mise en œuvre de la stratégie RH du Département.
. Stabilisation de la masse salariale à horizon 2027.
. Évolution du télétravail.
. Dématérialisation du processus emploi.
. Recensement des besoins de formation et programmation pluriannuelle.
. Mise en place de la Période Préparatoire au Reclassement (PPR).

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) : une année d'engagement, d'innovation et de solidarité

2024 > déploiement du projet NexSIS 18-112 pour une meilleure gestion des interventions.
2025 > plan de développement du volontariat.

En 2024, les sapeurs-pompiers de l'Aveyron ont réalisé 16 000 interventions, dont 80 % relevaient du secours à personnes. Acteur central de cette chaîne de secours, le Centre de Traitement de l'Alerte (CTA) a, quant à lui, reçu près de 90 000 appels. Les opérateurs assurent une première réponse, souvent un premier réconfort, avant de déclencher l'envoi des secours.

État des lieux

- Réorganisation territoriale avec la création de compagnies pour renforcer la proximité avec les élus, les citoyens et les sapeurs-pompiers des centres de secours.
- Mise en place d'une navette logistique entre les centres de secours du département et l'État-Major situé à Rodez.
- Déploiement d'un nouvel outil de communication interne via une plateforme dédiée.
- L'Inspection Générale de la Sécurité Civile, en mission d'évaluation et de contrôle, a émis un avis favorable ainsi que ses recommandations sur les nouvelles orientations du SDIS pour les années à venir.
- Poursuite de la modernisation : construction du nouveau Centre d'Incendie et de Secours (CIS) de Saint-Rome-de-Tarn, réception des nouveaux Véhicules de Secours Routiers (VSR) dans le cadre du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR).
- Accompagnement des 91 communes concernées (soit 100 % des communes) par les obligations légales de débroussaillement, avec la désignation d'un référent SDIS.
- Lancement du plan pluriannuel de développement du volontariat.
- Déploiement du projet NexSIS 18-112, système unifié d'information et de commandement visant à améliorer la gestion des interventions.
- Lancement de la première pharmacie à usage intérieur, interdépartemental Aveyron-Lozère de France
- Interventions notables : incendie de la SNAM à Viviez (17 février 2024), incendie de l'église de Veyreau (9 avril 2024), intempéries à Saint-Laurent-d'Olt et sur le bassin Decazevillois (11 juillet 2024).
- Mobilisation exemplaire des sapeurs-pompiers face aux événements climatiques, y compris en renfort hors département (feux de forêts dans l'Hérault et l'Aude, missions en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte).
- Engagement de 17 sapeurs-pompiers aveyronnais pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, en appui du SDIS des Yvelines (SDIS78).

Chiffres clés

- **15 953 interventions,**
- **1 600 interventions para-médicalisées,**
- **24 317 sorties d'engins,**
- **13 992 victimes secourues,**
- **111 295 heures d'activités opérationnelles,**
- **3 205 867 heures de disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires,**
- **3 655 carences ambulancières,**
- **+ 6,4 % d'interventions par rapport à 2023,**
- **522 stages réalisées** au profit des sapeurs-pompiers.

Ressources humaines :

- **1 643 personnels au total, dont :**
  - **41 personnels administratifs, techniques et spécialisés (PATS),**
  - **1 460 sapeurs-pompiers volontaires dont 183 personnels de la sous-direction santé (infirmiers, pharmaciens, experts, médecins.**

Parc véhicules :

- **350 véhicules toutes catégories confondues, dont :**
  - 48 Véhicules de Secours et d'Assistance aux Victimes (VSAV).
  - 32 Fourgons Pompe-Tonne (FPT).
  - 7 Échelles Pivotantes Automatiques (EPA).
  - 7 Camions Citerne Feux de Forêts (CCF).

Moyens

29 192 056 €, répartis comme suit :

- **5 989 130 €** en investissement, dont :
  - 835 415 € pour le renouvellement des matériels et équipements de protection individuelle,
  - 227 019 € pour l'évolution des systèmes d'information et des communications,
- **23 202 926 €** en fonctionnement.

Perspectives

- Déploiement progressif de NexSIS 18-112 avec premières phases de mise en situation réelle prévues en juin.
- Lancement officiel du plan de développement du volontariat.
- Poursuite des travaux de modernisation des CIS de Pradinas et Baraqueville.
- Mise en place d'une application métier pour simplifier les démarches administratives.
- Développement d'une application d'assistance et de sensibilisation pour la prise en charge des personnes sourdes et malentendantes (**MC ASSIST**).
- Réflexion en cours sur le projet de plateforme commune SAMU/SDIS.

Direction de l'Assemblée, des Commissions et du Courrier (DAC)

2024 > étude d'un outil pour la tracabilité du courrier et la dématérialisation.
2025 > regroupement de toutes les machines à affranchir dans un marché.

Le service Assemblées et Commissions assiste les élus et l'administration pour la création des délibérations votées par les conseillers départementaux en assemblée départementale et commission permanente. Pour cela, il recueille les rapports des différents Pôles du Département, organise et participe aux huit commissions thématiques où les élus débattent sur les propositions, assure le secrétariat des assemblées et des commissions, rédige les délibérations qui découlent des rapports, les fait valider par les responsables de Pôles.

La DAC centralise également les arrêtés règlementaires produits par les services dans un Recueil des Actes Administratifs (RAA) dématérialisé sur www.aveyron.fr.

Parmi ses missions, la DAC coordonne et enregistre la désignation des membres de l'assemblée départementale au sein des organismes extérieurs avec la représentation des élus au sein des institutions, chambres consulaires, offices, syndicats, associations partenaires. L'ensemble des informations utiles est enregistré dans le progiciel Gestion des Représentations (GESTREP) et mis en commun. Son développement pour optimiser le recueil des données et leur partage est envisagé.

Le service courrier organise la collecte, le tri et l'acheminement du courrier pour l'ensemble des sites du Département.

État des lieux

Une réflexion est engagée afin d'étudier les avantages d'un outil de suivi dans la perspective d'une traçabilité du traitement du courrier et d'une dématérialisation plus avancée.

Chiffres clés

Service assemblées et commissions :
- **4 réunions de l'assemblée départementale (AD) - 29 délibérations,**
- **9 réunions de la Commission Permanente (CP) - 312 délibérations,**
- **9 journées réunissant les élus répartis dans les 8 commissions thématiques,**
- **998 Arrêtés règlementaires publiés.**

Service Courrier :
- **40 courriers entrants en moyenne par jour, soit 10 040 / an,**
- **41 courriers sortants / jour, soit 10 294 /an** Ces courriers sont livrés chaque matin par La Poste et redistribués en interne auprès des pôles et services,
- **74 682 plis** et colis affranchis en 2024 contre 85 560 en 2023, ce qui nous donne une diminution de 12,7% environ.

Ces courriers proviennent des pôles et sont collectés par l'huissier, et retirés chaque soir par La Poste.

1 292 courriers enregistrés au « Réservé » en 2024 (contre **1 292** en 2023) sont orientés vers l'exécutif départemental.

Perspectives

Regroupement de toutes les machines à affranchir du Département au sein d'un même marché avec la société Pitney Bowes par le biais de la centrale d'achats du RESAH, pour une baisse du coût de location de 70,5 % (14 269 € en 2024, 4 203 € en 2025) ainsi qu'une baisse du coût des consommables de 71 % (3278 € en 2024, 950 € en 2025).

Référent déontologue des agents, le référent laïcité, le référent lanceur d'alerte

2024 > mise à disposition des élus du référent déontologue.
2025 > consitution d'une feuille de route pour répondre aux besoins du Département.

Référent déontologue
Le référent déontologue conseille et informe les agents du Département sur les règles déontologiques qui leur sont applicables et la manière dont elles se mettent en œuvre. Le référent peut également être sollicité directement par l'Administration, via la Direction des Ressources Humaines.
Le référent émet un avis sur les questions qui lui sont soumises, particulièrement en terme de cumul d'activités. Son avis ne vaut pas décision de la collectivité, qui ne peut être prise que par le Président.

Référent laïcité
La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la désignation d'un référent laïcité au sein des administrations de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Le rôle du référent Laïcité est d'accompagner les agents dans la bonne compréhension des principes de laïcité ainsi que leur mise en œuvre, notamment par l'analyse et la réponse à leurs sollicitations portant sur des situations individuelles ou sur des questions d'ordre général. Il peut s'agir, par exemple, de questions relatives à l'obligation de neutralité des agents publics, à la liberté religieuse des usagers, au port de signes religieux ou encore à la manifestation des croyances religieuses.

Ces référents interviennent en toute indépendance et impartialité.

État des lieux

Depuis 2024, les élus départementaux peuvent consulter le référent déontologue des élus, désigné par délibération de l'assemblée départementale du 30 juin 2023, pour toute question les interrogeant sur la mise en œuvre de la charte de l'élu local.

Les nouvelles référentes sont chargées de construire et de porter une feuille de route déontologie-laïcité pour répondre aux besoins du Département en la matière.

Chiffres clés

- **32 sollicitations en 2024 du référent déontologue,**
- **19 sollicitations des agents et 13 de la DRH,**
- **31 sollicitations relatives à des projets d'activités accessoires, de création ou de reprise d'entreprise,**
- **3 sollicitations en 2024 du référent laïcité,**
- **2 formations Valeur de la République et Laïcité organisées en 2024 pour les agents de la collectivité,**
- **aucune alerte reçue pour le référent lanceur d'alerte.**

Perspectives 2025

- La mise en place de processus d'acculturation progressif des agents à la déontologie et à la laïcité (formation, fiches, notes...).
- L'identification plus importante des référents déontologie et laïcité (mise en place d'une adresse mail spécifique pour le référent laïcité), leur rôle, comment les saisir...
- L'organisation de la journée de la laïcité en décembre.
- La poursuite des sessions de formations Valeur de la République et Laïcité ouvertes à tous les agents du Département, quel que soit leur métier.

Notes

Notes

Notes

2024

Rapport d'activité

AVEYRON
LE DÉPARTEMENT

Hôtel du Département
Pl. Charles de Gaulle
BP724 · 12007 Rodez cedex

aveyron.fr

CONCEPTION : LES RÉPLICANTS STUDIO - CRÉATION DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

2024